CRÉDOC

CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

DÉPARTEMENT CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS

NOTE DE CONJONCTURE SOCIÉTALE

DEBUT 2012 : LA RECHUTE

CONFIDENTIEL

Document réservé aux souscripteurs du système d'enquête
« Conditions de vie et aspirations »

**Mélanie Babès, Régis Bigot, Patricia Croutte,
Emilie Daudey et Sandra Hoibian**

142, rue du Chevaleret
75013 PARIS

Tél. 01 40 77 85 00
Fax 01 40 77 85 09

DÉPARTEMENT CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS

Note de conjoncture sociétale du CRÉDOC

Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :

Régis Bigot, Mélanie Babès, Patricia Croutte, Emilie Daudey, Isabelle Delakian, Sandra Hoibian et Jörg Müller

C R É D O C

Sommaire

Sommaire **3**

Introduction **4**

1. Le moral des Français replonge **5**

a) Une personne sur deux considère que son niveau de vie s'est dégradé depuis dix ans 5
b) Les perspectives s'assombrissent et le pessimisme se généralise 6
c) Le spectre du chômage éclipse les autres préoccupations 8
d) 81% des Français anticipent que le chômage va augmenter 9
e) Le sentiment de devoir s'imposer des restrictions repart à la hausse 11

2. Réduire des inégalités en intervenant sur les hauts revenus **13**

a) L'opinion est généralement plus compatissante à l'égard des pauvres en période de crise 13
b) Les politiques sociales envers les plus démunis sont, aujourd'hui, un peu moins soutenues par l'opinion 14
c) Une volonté accrue de faire contribuer les plus riches à l'effort commun 16
d) Neuf Français sur dix considèrent que les inégalités augmentent dans notre pays 17
e) Le sentiment de déclassement s'enracine 17

3. Souhait de régulation **19**

a) Le système bancaire et financier doit être davantage contrôlé 19
b) La crise financière change-t-elle le rapport au politique ? 20

4. Europe : ambivalence de l'opinion **23**

a) En dix ans les opinions ont basculé 23
b) Préserver la souveraineté nationale 25
c) La méfiance des plus démunis envers les institutions européennes 26
d) Les mouvements contradictoires de l'opinion 28

5. Le sentiment de ne pouvoir compter que sur soi-même se diffuse **29**

a) La peur de ne pas trouver un soutien auprès de son entourage en cas de coup dur s'accentue 29
b) Différents indicateurs de lien social régressent, allant ainsi à contre-courant de la tendance de long terme 30

6. Les seniors, nouvel eldorado des TIC ? **34**

Conclusion **39**

7. Annexe : Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2012 ..... **41**

a) L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2012) 43
b) Trente-quatre ans d'évolution des opinions 45
c) Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes sociodémographiques 50

Introduction

La note de conjoncture sociétale du CRÉDOC est élaborée à partir de l'enquête annuelle « Conditions de vie et aspirations ». Les analyses portent en particulier sur les résultats de la vague du début 2012, mais aussi sur l'ensemble des vagues d'enquêtes réalisées chaque année depuis 1979. C'est un outil d'analyse privilégié de la conjoncture et des grandes tendances sociétales qui se dégagent sur longue période.

En 2010, la note de conjoncture entrevoyait « *quelques lueurs d'espoirs dans un paysage social assombri* ». 2011 confirmait une amélioration du moral des ménages, même si le corps social, dans son ensemble restait « *convalescent* ». L'année 2012 se caractérise par une « **rechute** », comme c'était déjà arrivé en 1995, deux ans après la crise de 1993. Se confirme alors le scénario d'une reprise en W du moral des Français et de l'activité économique que nous avions évoqué l'an dernier : **le retour vers des horizons plus dégagés sera plus long qu'on ne pouvait l'espérer**.

Au-delà des indicateurs conjoncturels commentés chaque année, ce document tente de dessiner, à grands traits, les principales tendances qui caractérisent l'état de l'opinion aujourd'hui. Il s'agit non seulement de fournir des éléments de compréhension des mécanismes à l'œuvre actuellement, mais également de déceler les inflexions significatives pour l'avenir. Cette année, le rapport analyse les thèmes suivants :

1. Où en est le moral de nos concitoyens au début 2012 ? Quelles sont, aujourd'hui, leurs principales préoccupations ?
2. Quels regards portent les Français sur les politiques sociales et sur la fiscalité ?
3. Quelles sont leurs attentes en termes de régulation et d'intervention des pouvoirs publics ?
4. En pleine tourmente économique et financière, que pensent-ils de l'Europe et de l'Euro ?
5. Comment perçoivent-ils la cohésion sociale en France ? Comment articulent-ils les solidarités familiales et les solidarités publiques ?
6. La diffusion des technologies de l'information et de la communication : focus sur les seniors
7. Trente-quatre ans d'évolution des opinions en France (en annexe)

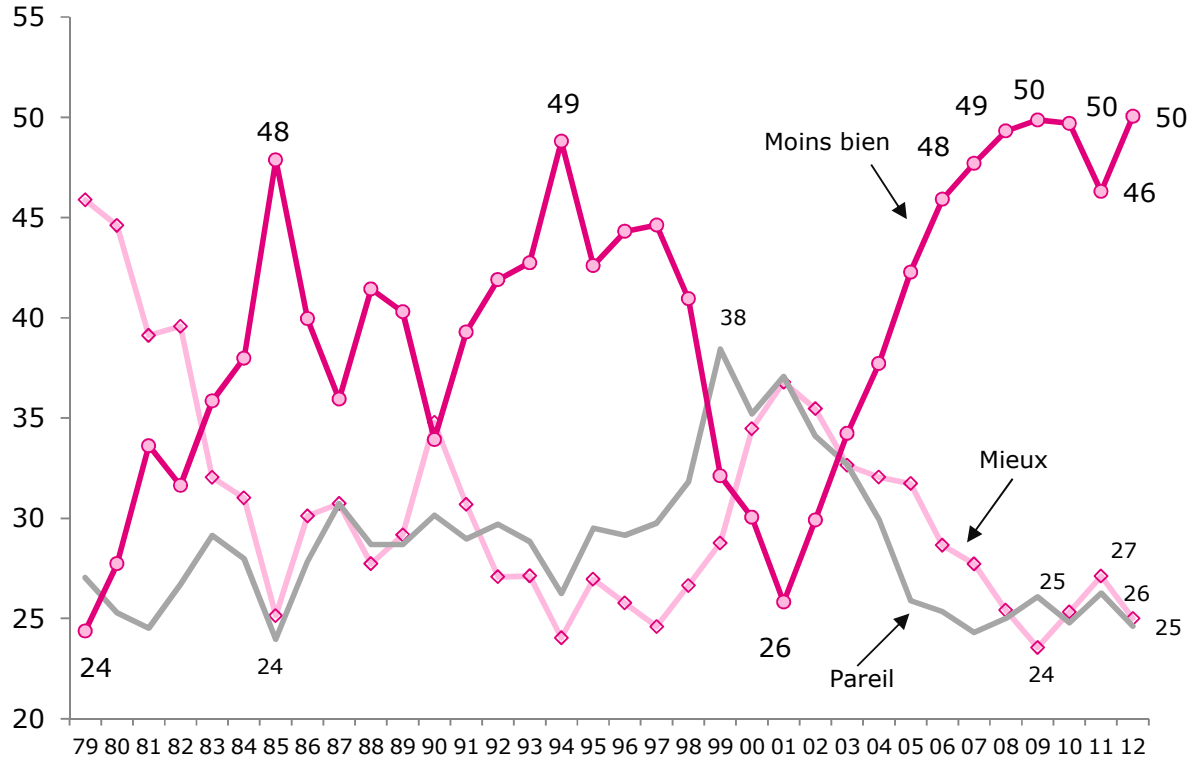
1. Le moral des Français replonge

a) Une personne sur deux considère que son niveau de vie s'est dégradé depuis dix ans

Il s'agit bien d'une rechute. Au début 2012, 50% de nos concitoyens considèrent que leur niveau de vie s'est dégradé depuis une dizaine d'années. La proportion a augmenté de 4 points cette année, retrouvant le **niveau record** de 2009/2010 — au pire de la crise.

L'embellie n'aura été que de courte durée, si bien que, depuis sept années maintenant, le taux d'individus qui estiment que leur pouvoir d'achat s'est dégradé oscille entre 45% et 50%. Historiquement, cette situation est inédite depuis la fin des années 1970. L'indicateur avait déjà franchi le seuil de 45% : en 1985 et en 1994. Mais la fièvre était retombée rapidement dans les deux cas. **Jamais l'insatisfaction ne s'est maintenue aussi longtemps à un niveau aussi élevé comme c'est le cas aujourd'hui**.

Graphique 1 - En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que, depuis une dizaine d'années, ça va... (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

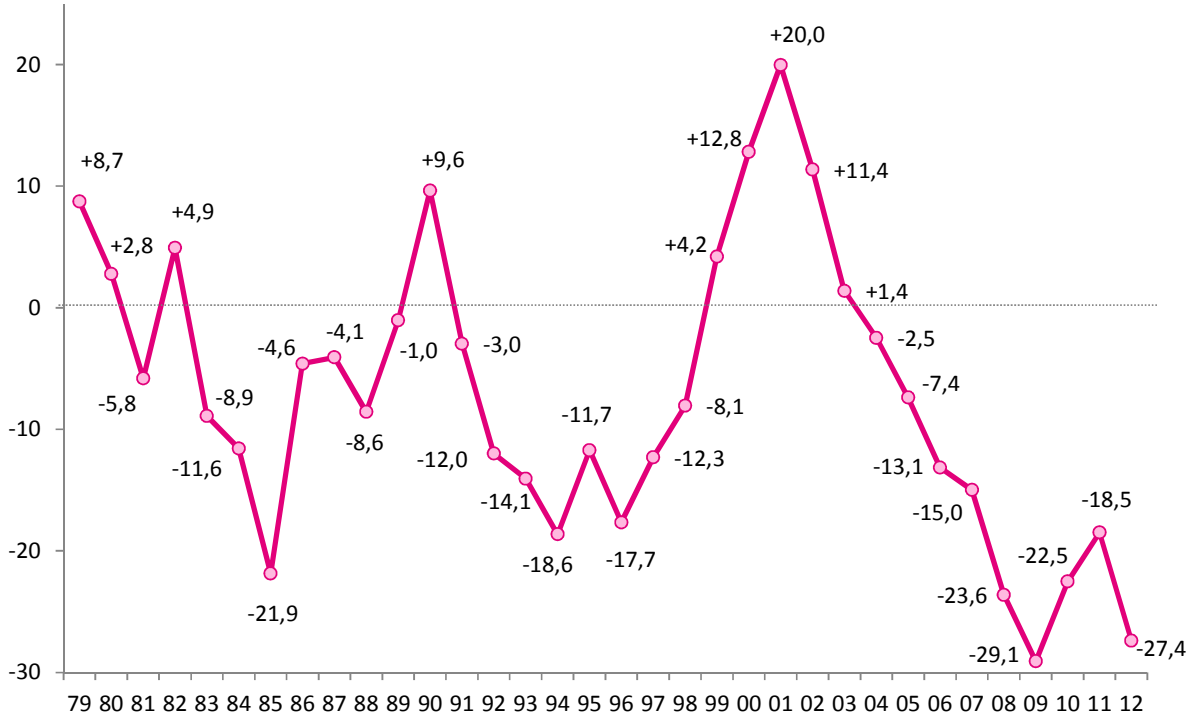
Cette année, l'impression de perte de pouvoir d'achat s'est diffusée dans toutes les catégories de la population, mais plus particulièrement chez les femmes (+6 points), les personnes au foyer (+15 points), les sexagénaires (+9 points), les non-diplômés (+6 points), les bas revenus (+10 points) et les classes moyennes (+8 points).

b) Les perspectives s'assombrissent et le pessimisme se généralise

Le pessimisme est bien ancré, **seuls 19% de nos concitoyens anticipent que leurs conditions de vie vont s'améliorer dans les cinq prochaines années** ; le contexte politique, à l'approche de l'élection présidentielle, ne semble susciter aucun regain d'espoir. On constate, au contraire, un repli car, l'an dernier, 24% espéraient une embellie. Aujourd'hui, 49% prévoient plutôt une dégradation des conditions de vie, c'est 8 points de plus qu'en 2011. Si bien que « l'indicateur résumé du moral des ménages » — qui mesure le solde des opinions positives et négatives quant à l'appréciation de son niveau de vie passé et à venir — s'effondre à nouveau, passant de -18,5 à -27,4 : se trouvent ainsi effacés en un an seulement les gains cumulés ces deux dernières années, et l'indicateur atteint son **deuxième score le plus bas depuis trente-trois ans**.

Graphique 2 – Rechute du moral de la population

Indicateur résumé du moral de la population*



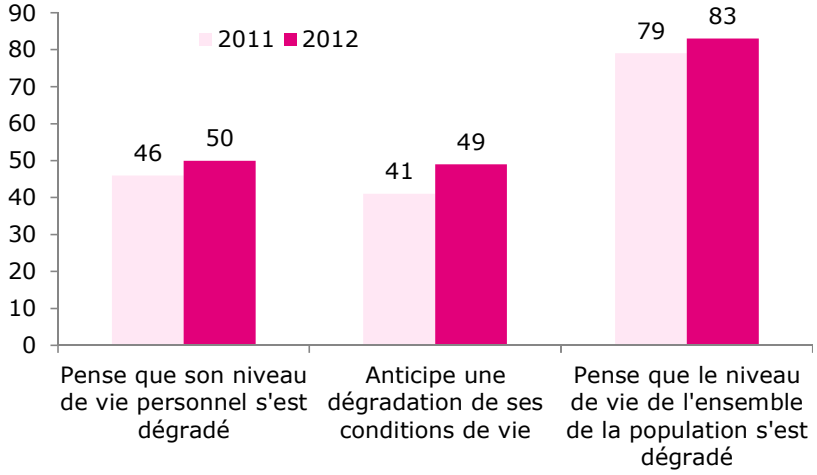
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»
* L'indicateur résumé du moral de la population est la moyenne arithmétique des deux indices suivants : évolution passée du niveau de vie personnel (solde des opinions positives et négatives) et perspectives d'évolution des conditions de vie personnelles (solde des opinions positives et négatives).

Lorsqu'on compare la situation actuelle avec la crise du début des années 1990, on constate des similitudes et des différences.

- Aujourd'hui, comme lors de la crise précédente, le moral de la population replonge après s'être redressé. On pourrait alors espérer que la rechute actuelle ne soit qu'un mauvais cap à passer avant une amélioration plus durable. Rappelons qu'après la crise des années 1990, un nouveau cycle de croissance économique particulièrement dynamique avait éclairé la fin de la décennie. La diffusion des technologies de l'information et de la communication avait alors dopé les gains de productivité, tout en créant de nouveaux débouchés et en suscitant une nouvelle demande des consommateurs.
- Mais la comparaison s'arrête là : il y a 15 ans, moins de 5% de la population disposaient d'une connexion Internet et moins de 15% utilisaient les services d'un téléphone mobile. Aujourd'hui, le potentiel de croissance n'est peut-être pas aussi prometteur qu'il l'était au démarrage de cette révolution industrielle. La deuxième différence tient à ce que le moral des ménages a atteint aujourd'hui un niveau beaucoup plus bas : le chemin à parcourir pour retrouver des cieux plus dégagés sera plus long.

En définitive, tous les indicateurs sont orientés dans le même sens : non seulement les Français sont plus nombreux à considérer que leur niveau de vie s'est dégradé (+4 points, record historique) et que cela va empirer (+8 points), mais 83% (+4 points, record historique) jugent aussi que la situation de l'ensemble de la population est moins bonne aujourd'hui qu'il y a dix ans. **Le regard que portent nos concitoyens sur la conjoncture est d'un pessimisme rare**.

Graphique 3 – Un pessimisme généralisé



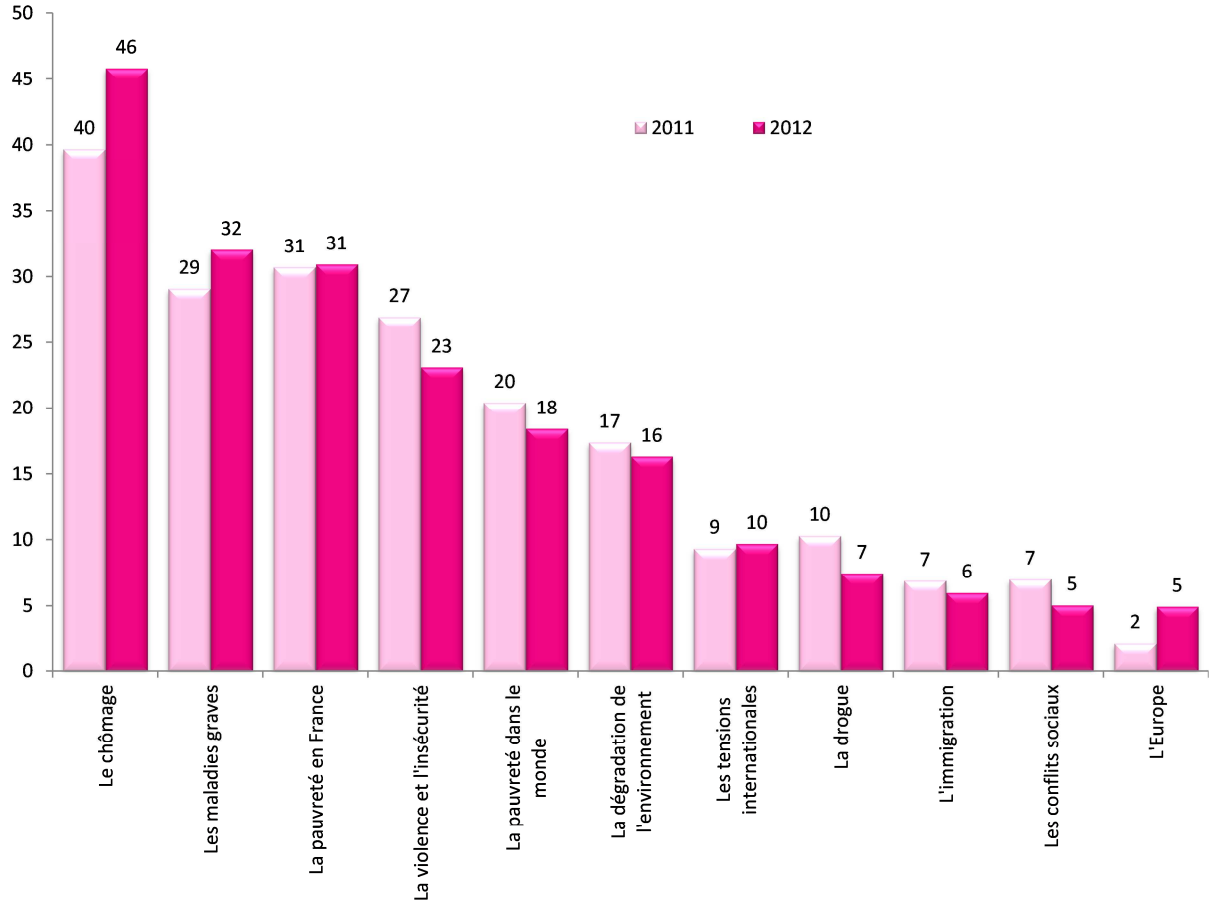
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»
Lecture : au début 2012, 83% des Français pensent que le niveau de vie de l'ensemble de la population s'est dégradé depuis une dizaine d'années.

c) Le spectre du chômage éclipse les autres préoccupations

Depuis le choc de la crise, le taux de chômage — mesuré au sens du bureau international du travail — culmine à près de 10%[1]. Même si l'activité s'est légèrement rétablie, le sous-emploi depuis trois ans est patent. Année après année, **le chômage est redevenu le fléau le plus craint par la population** : alors qu'en 2008, seuls 22% de nos concitoyens citaient cette préoccupation en tête de leurs soucis, la proportion atteint cette année 46%. Au début 2012, le chômage éclipse les autres thèmes. On notera au passage que l'Europe, qui occupe depuis l'été 2011 une part très importante dans l'actualité, se situe au dernier rang des sujets d'attention. On enregistre certes, cette année, une progression de l'intérêt pour ces questions (+3 points), mais le décalage entre l'opinion et le débat public est frappant (nous nous attarderons plus loin sur le regard que portent les Français sur l'Europe et l'Euro).

Graphique 4 - Le chômage est, de très loin, la première préoccupation des Français

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus (en %), cumul des deux réponses



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

[1] INSEE, « Le taux de chômage augmente de 0,1 point au quatrième trimestre 2011 », *Informations Rapides*, n°59, mars 2012, http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=14

En tout état de cause, le **théâtre des représentations sociales est aujourd'hui radicalement différent** de celui qui prévalait en 2008. Mettons de côté les maladies graves, ce thème figurant invariablement dans le trio de tête des inquiétudes. Il y a quatre ans, les Français se préoccupaient surtout de l'insécurité et de la dégradation de l'environnement. Aujourd'hui, les menaces écologiques sont reléguées au sixième rang. La violence et l'insécurité restent prégnantes dans l'imaginaire collectif, mais dans une moindre ampleur (passant de 48% en 2002 à 23% aujourd'hui). Et depuis 2005, le risque de pauvreté est beaucoup plus présent à l'esprit.

Tableau 1
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?

(deux réponses possibles, en %)

Années	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12	Δ
Chômage	**27**	**38**	**44**	**52**	**49**	**52**	**52**	**48**	**44**	**36**	**27**	**24**	**26**	**28**	25	**30**	24	22	**33**	**37**	**40**	**46**	**+6**
Maladies graves	**28**	**28**	**29**	**26**	**30**	**29**	**26**	**28**	**30**	**33**	**38**	**31**	**30**	**39**	**33**	**29**	**32**	**33**	**33**	**32**	**29**	**32**	**+3**
Pauvreté en France	16	16	20	22	**28**	**25**	**25**	23	24	25	21	19	22	24	**28**	**32**	**32**	**32**	**32**	**29**	**31**	**31**	**=**
Violence et insécurité	23	20	16	20	22	18	**25**	**29**	**33**	**27**	**38**	**48**	**35**	**32**	**31**	28	**29**	**26**	21	22	27	23	**-4**
Pauvreté dans le monde	15	18	19	16	17	18	16	18	19	21	17	17	18	18	23	23	22	21	25	26	20	18	**-2**
Dégrad. environnement	12	12	11	8	7	8	8	10	8	13	18	14	15	14	17	19	19	25	16	19	17	16	**-1**
Tensions internationales	16	9	9	7	7	4	5	4	5	7	6	10	20	12	12	8	11	13	15	9	9	10	**+1**
Drogue	**37**	**34**	**30**	**28**	21	24	22	20	22	23	21	21	12	14	14	10	11	9	9	11	10	7	**-3**
Immigration	16	16	14	14	14	13	13	14	11	9	8	10	13	11	10	11	12	11	6	7	7	6	**-1**
Conflits sociaux	4	3	3	3	4	7	5	3	4	4	4	5	5	6	4	6	5	6	7	4	7	5	**-2**
Europe	6	6	6	2	2	2	3	2	1	2	2	1	2	3	3	4	3	2	2	3	2	5	**+3**

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»
Note : le total en colonne dépasse 100%, car les enquêtés pouvaient choisir deux sujets.
Lecture : la dernière colonne Δ calcule la variation entre 2011 et 2012.

d) 81% des Français anticipent que le chômage va augmenter

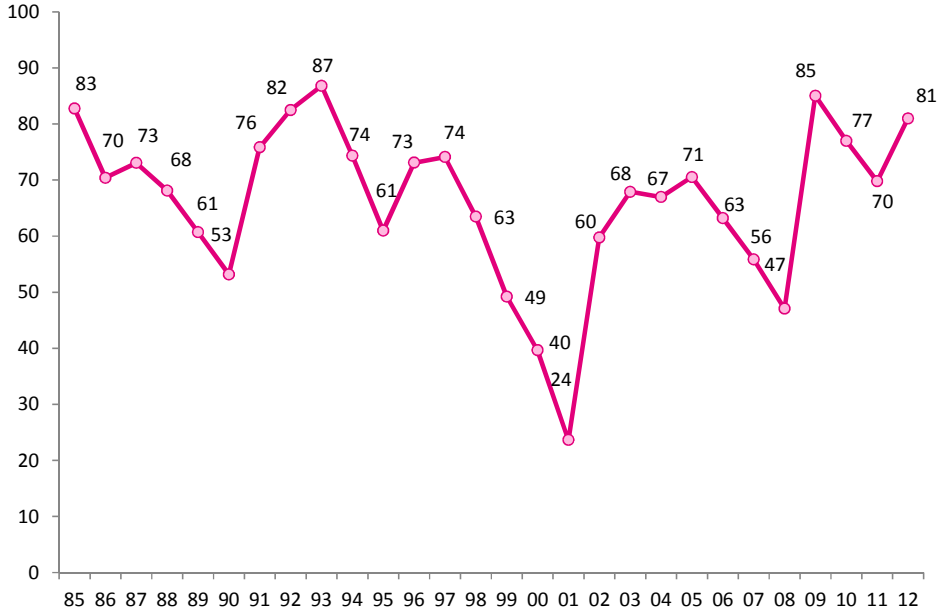
Seuls 2% de nos concitoyens pensent que le chômage pourrait « *diminuer dans un avenir proche* » ; 81% estiment au contraire qu'il va « *augmenter pendant plusieurs années* ». De fait, les dernières prévisions de l'INSEE[2] tablent sur une nouvelle progression du taux de chômage au cours de l'année 2012.

Le **pessimisme touche l'ensemble des catégories de la population**, mais plus particulièrement les ouvriers (87% d'entre eux anticipent une nouvelle dégradation de la situation sur le front de l'emploi), les non-diplômés (86%), les classes moyennes inférieures (85%) et les 40-60 ans (84%).

[2] INSEE, *Note de conjoncture*, mars 2012, http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/0312_ve.pdf

Graphique 5 – Perspectives négatives sur le front de l'emploi

Proportion d'individus qui pensent que le chômage va augmenter (en %)

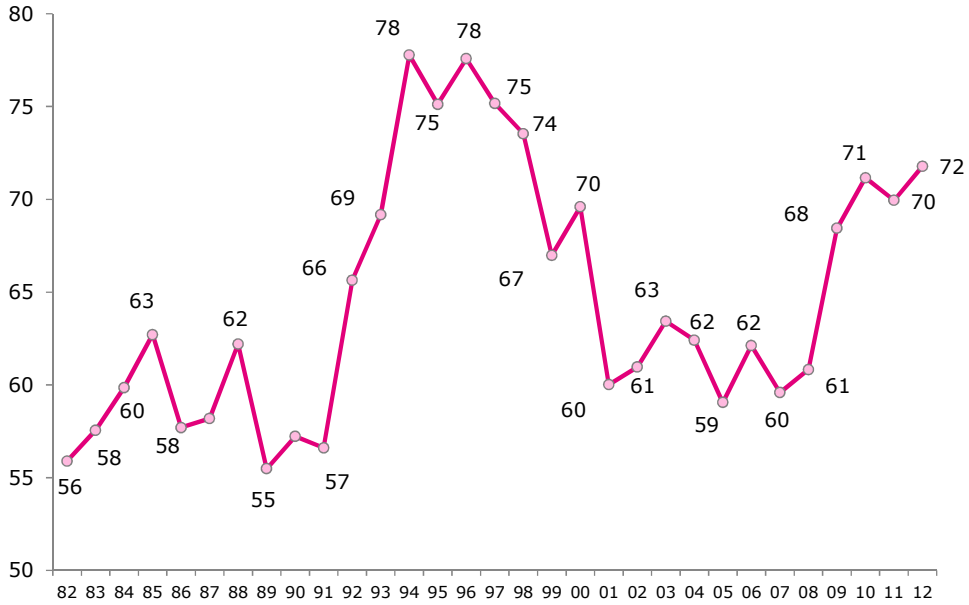


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

Nos concitoyens se sentent même de plus en plus menacés par le risque de perdre leur emploi : au début 2012, **72% de la population se disent inquiets, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, du risque de chômage**. C'est deux points de plus qu'il y a un an.

Graphique 6 – La menace du chômage se maintient à un niveau élevé

Proportion d'individus qui se déclarent inquiets, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, du risque de chômage (en %)



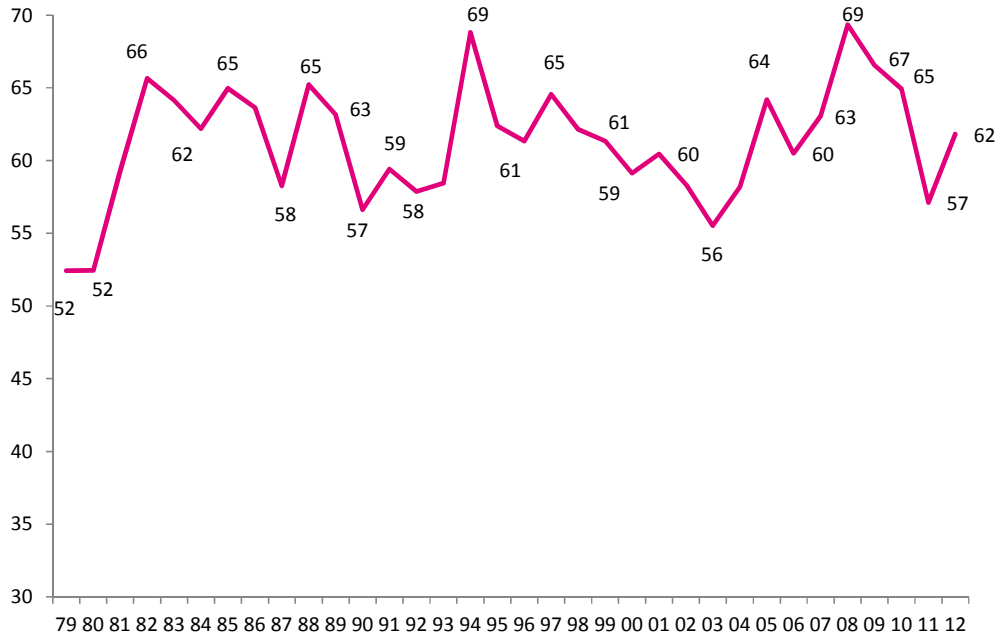
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

e) Le sentiment de devoir s'imposer des restrictions repart à la hausse

L'an dernier, nous avions noté une nette diminution de la proportion d'individus déclarant devoir s'imposer des restrictions budgétaires. Plusieurs analyses réalisées au CRÉDOC ces dernières années indiquent que, **depuis la crise, les consommateurs procèdent à de nouveaux arbitrages en termes de consommation** : cherchant à maintenir leur qualité de vie malgré des contraintes budgétaires de plus en plus fortes, nos concitoyens font l'expérience d'une consommation plus raisonnée et plus économe, recentrée autour de ce qui est jugé « *vraiment utile* » par les consommateurs, lesquels semblent se détourner — au moins provisoirement — de ce qui leur semble accessoire et ostentatoire. Si bien que le sentiment de devoir faire des sacrifices avait tendance, paradoxalement, à diminuer depuis trois ans.

Mais **au début 2012, la pression financière se fait plus durement sentir qu'en 2011 : 62% de nos concitoyens déclarent devoir s'imposer des restrictions**, c'est 5 points de plus qu'il y a un an. Il faut dire que depuis, l'inflation a progressé[3], jusqu'à annuler la progression du pouvoir d'achat des ménages[4].

Graphique 7 – Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ? (en %)

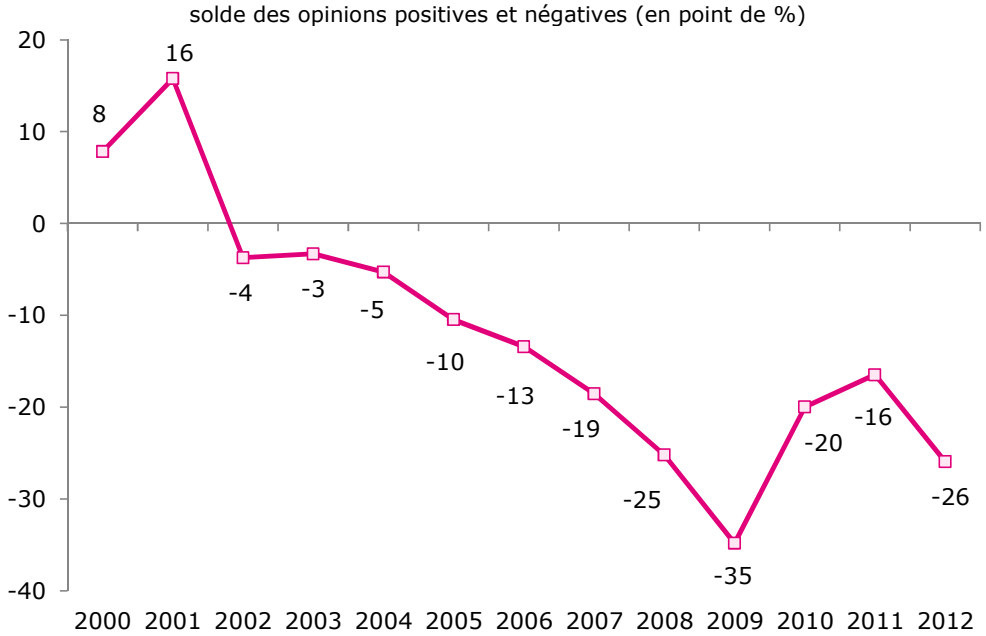


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

[3] INSEE, « Les prix à la consommation sont en hausse de 0,4 % en février 2012 ; ils augmentent de 2,3 % sur un an », *Informations* rapides, n° 65, 13 mars 2012, http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=29
[4] INSEE, *Note de conjoncture*, *op. cit*.

Corrélativement, **le solde des opinions concernant l'opportunité d'effectuer des achats importants replonge**, alors qu'il se redressait depuis deux ans. Aujourd'hui 36% des consommateurs jugent que le moment n'est pas favorable pour engager des dépenses importantes ; ce pourcentage est en hausse de 10 points. Seuls 10% pensent que le moment est approprié (la proportion est stable).

Graphique 8 – Le moment est-il favorable pour réaliser des achats importants (meubles, télévision, machine à laver, frigo, voiture, etc.) ?



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

En résumé, tous les indicateurs de l'enquête « Conditions de vie et aspirations » qui permettent de suivre l'évolution du moral de la population sont orientés à la baisse : le moment semble moins favorable pour faire des achats importants, la pression budgétaire ressentie est plus forte, l'impression de perte de pouvoir d'achat atteint un niveau record, les anticipations relatives au niveau de vie ou au chômage sont plus pessimistes que l'an dernier, etc. **Tous les symptômes convergent pour indiquer une rechute du moral économique de nos concitoyens**. On peut faire l'hypothèse que le maintien à un niveau très élevé, depuis maintenant trois ans, du taux de **chômage**, explique en grande partie le malaise qui taraude l'opinion.

2. Réduire des inégalités en intervenant sur les hauts revenus

a) L'opinion est généralement plus compatissante à l'égard des pauvres en période de crise

On peut se sentir concerné par la pauvreté, soit par empathie, soit par crainte de se retrouver soi-même en situation difficile (peur de ne pas boucler ses fins de mois, du chômage, de ne plus pouvoir payer son logement, etc.). Ces deux aspects sont présents dans notre enquête début 2012 : d'une part, 66% de nos concitoyens considèrent que ceux qui vivent dans la pauvreté n'ont pas eu de chance (à l'opposé, seuls 34% estiment qu'ils ne font pas assez d'effort pour s'en sortir). D'autre part, 46% des Français citent le chômage comme une de leurs deux préoccupations principales et 72% se disent inquiets pour eux-mêmes ou pour leurs proches du risque du chômage.

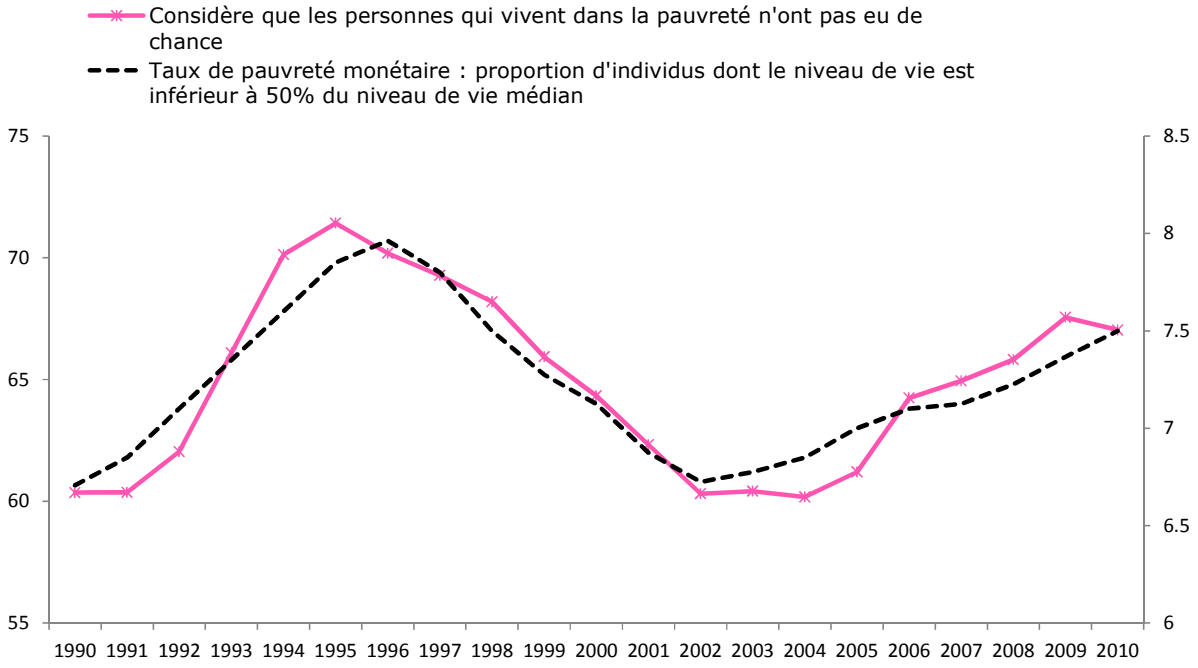
La sensibilité des Français à la pauvreté est élevée quand on compare la France aux autres pays européens. Selon l'Eurobaromètre 2007[5], 86% des Français adhèrent ainsi à l'idée que tout le monde est exposé à un risque de pauvreté au cours de sa vie, contre 62% en moyenne en Europe.

De récents travaux du CREDOC ont permis d'observer que l'opinion devient plus compatissante envers les pauvres en période de crise économique. Par exemple, la proportion de Français qui considèrent que « les personnes qui vivent dans la pauvreté n'ont pas eu de chance » évolue de manière très similaire à la proportion effective de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté.

Ce lien marqué entre taux de pauvreté et opinion à l'égard de la précarité s'est vérifié tout au long de ces 30 dernières années: augmentation concomitante de la pauvreté et de la compassion de l'opinion pendant la crise de 1993, baisse pendant de la période de forte croissance de la fin des années 1990, puis retournement commun des deux indicateurs après l'éclatement de la bulle internet en 2001. La période de crise actuelle ne fait pas exception à la règle : l'opinion est aujourd'hui plus sensible qu'en 2002.

[5] Eurobaromètre EBS 273, « *La réalité sociale européenne* », février 2007, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_273_fr.pdf

Graphique 9 - La forte corrélation entre la conjoncture et l'opinion relative à la pauvreté



Sources : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations » et INSEE-DGI, Enquêtes Revenus fiscaux 1970 à 1990, INSEE-DGI, Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux rétropolées 1996 à 2004, INSEE-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Enquêtes Revenus fiscaux et sociaux 2005 à 2009.
Note : les données ont été lissées en moyenne mobile sur 3 années, en donnant un poids de 0.5 à l'année en cours (n), et 0.25 aux années n-1 et n+1.

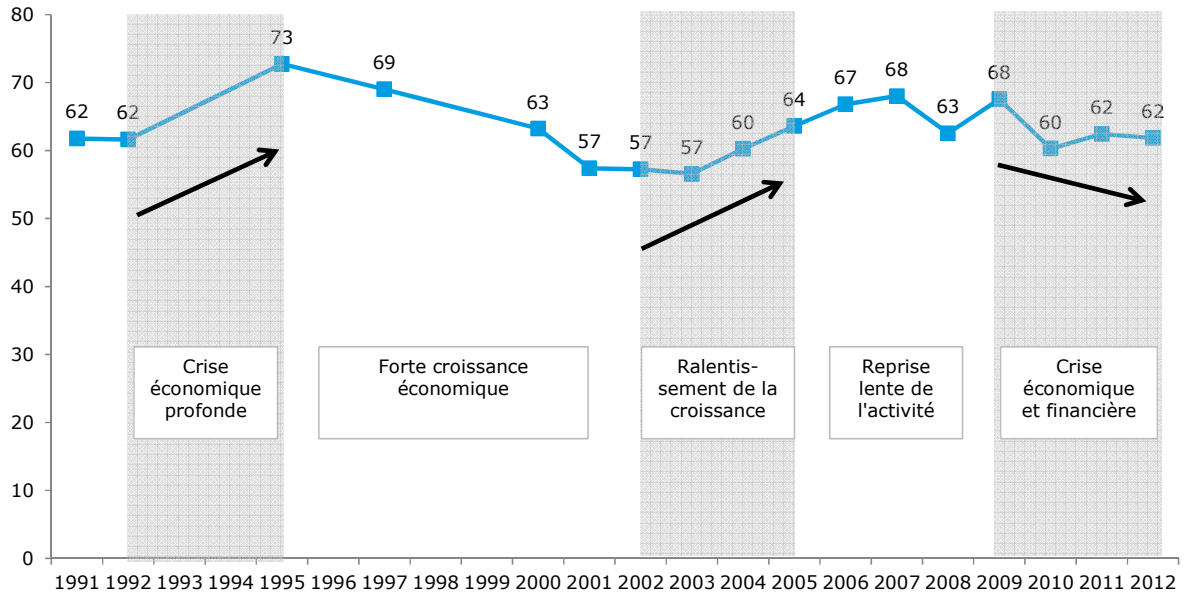
b) Les politiques sociales envers les plus démunis sont, aujourd'hui, un peu moins soutenues par l'opinion

Le corolaire de cette compassion accrue à l'égard des pauvres en temps de crise a été une demande d'intervention des pouvoirs publics pour aider les plus modestes. En effet, entre 1992 et 1995, la part des Français estimant que l'aide des pouvoirs publics aux plus défavorisés est trop faible est passée de 62% à 73%. Puis cette part a décru pendant les années de croissance (jusqu'à 57% au début des années 2000). Elle augmente une nouvelle fois entre 2002 et 2007.

Cependant, depuis la crise économique et financière de 2009, cette corrélation n'est plus aussi évidente. On aurait pu s'attendre à voir de nouveau les Français solliciter une plus grande intervention de l'État pour aider les plus défavorisés. Ce n'est pourtant pas ce que l'on observe dans les faits : la proportion d'individus regrettant l'insuffisance de l'intervention des pouvoirs publics reste élevée mais elle a diminué de 68% à 62% entre 2009 et 2012.

Graphique 10 - Depuis 2009, les Français souhaitent moins le soutien des pouvoirs publics auprès des plus démunis

Proportion d'individus déclarant que les pouvoirs publics ne font pas assez pour les plus démunis (vs. font trop ou font ce qu'ils doivent)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Même si les Français reconnaissent que la situation est difficile pour les plus modestes (64% des Français pensent que la prise en charge par la collectivité des familles aux ressources insuffisantes « leur permet de vivre » plutôt que « leur ôte tout sens des responsabilités »), ils ne sont pas particulièrement en attente d'une augmentation des aides sociales.

Les Français sont affectés par une dégradation de leurs conditions de vie. Ils savent que ceux qui sont en bas de l'échelle sociale sont les plus fragiles en temps de crise. Mais ils ont aussi conscience de l'endettement de l'État. Les Français ne sont pas très favorables à l'idée d'augmenter les dépenses publiques dans le contexte actuel.

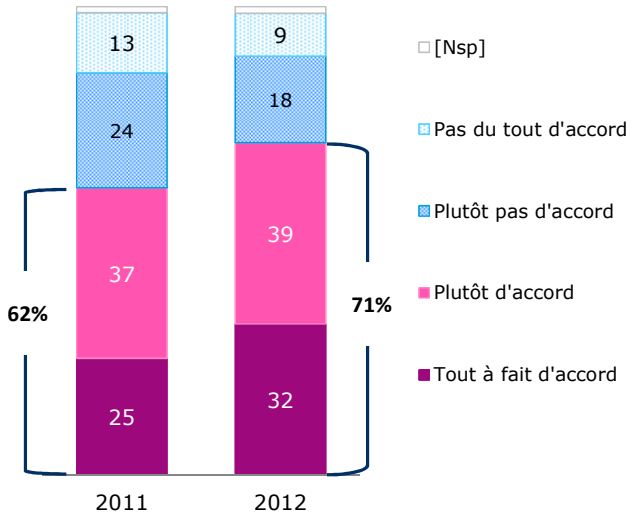
c) *Une volonté accrue de faire contribuer les plus riches à l'effort commun*

Un autre élément entre en ligne de compte, et c'est peut-être ce qui explique le mieux les changements à l'œuvre aujourd'hui : en 2012, 71% des Français considèrent que « pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ». Ils n'étaient que 62% à défendre cette idée en 2011.

Graphique 11 - Plus de deux Français sur trois pensent que pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres

Êtes-vous d'accord ou pas avec l'affirmation suivante :

« Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres »?



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Ce bond de 9 points de l'opinion fait écho aux nombreux débats publics sur le sujet depuis quelques mois. Les hommes politiques et les médias se sont emparés du thème des hautes rémunérations, de la question de la taxation des plus riches, des rémunérations du monde de la finance ou du thème de l'évasion fiscale. Cette nouvelle préoccupation dépasse de loin le cadre français. Les médias et les politiques étrangers, en particulier anglo-saxons, se sont aussi intéressés à ce thème. L'OCDE elle-même indique que « *les travailleurs les mieux rémunérés accumulant une part croissante des revenus, ils ont aujourd'hui une plus grande capacité de contribution fiscale. Dans ce contexte, les gouvernements pourraient réexaminer le rôle redistributif de la fiscalité afin de veiller à ce que les plus nantis supportent le fardeau fiscal de manière équitable*» [6].

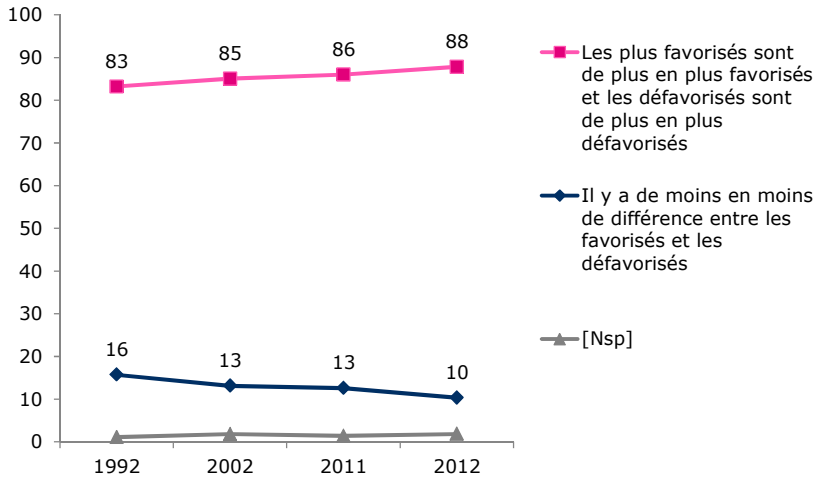
[6] « *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent* », OCDE, Décembre 2011, http://www.oecd.org/document/10/0,3746,fr_2649_33933_49147850_1_1_1_1,00.html

d) Neuf Français sur dix considèrent que les inégalités augmentent dans notre pays

L'attention portée par l'opinion publique à la question de la rémunération des plus aisés n'est pas due au hasard. Elle répond à un sentiment partagé par une grande majorité de la population qui juge que les inégalités augmentent dans notre société : 88% de nos concitoyens pensent que « dans notre société, les plus favorisés sont de plus en plus favorisés et les défavorisés de plus en plus défavorisés ». La proportion s'est encore accrue par rapport à l'année dernière (86% en 2011, +2 points).

Graphique 12 - Les Français convaincus d'une augmentation des inégalités dans notre société

Avec laquelle de ces deux opinions êtes-vous le plus en accord ?



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Cette impression d'inégalités croissantes est partagée par le plus grand nombre, quel que soit l'âge, le revenu, le niveau de diplôme ou la catégorie socio-professionnelle de la personne interrogée. Elle est, par exemple, exprimée par 90% des Français aisés (gagnant plus de 3100€ par mois) et par 91% des cadres et professions intellectuelles supérieures.

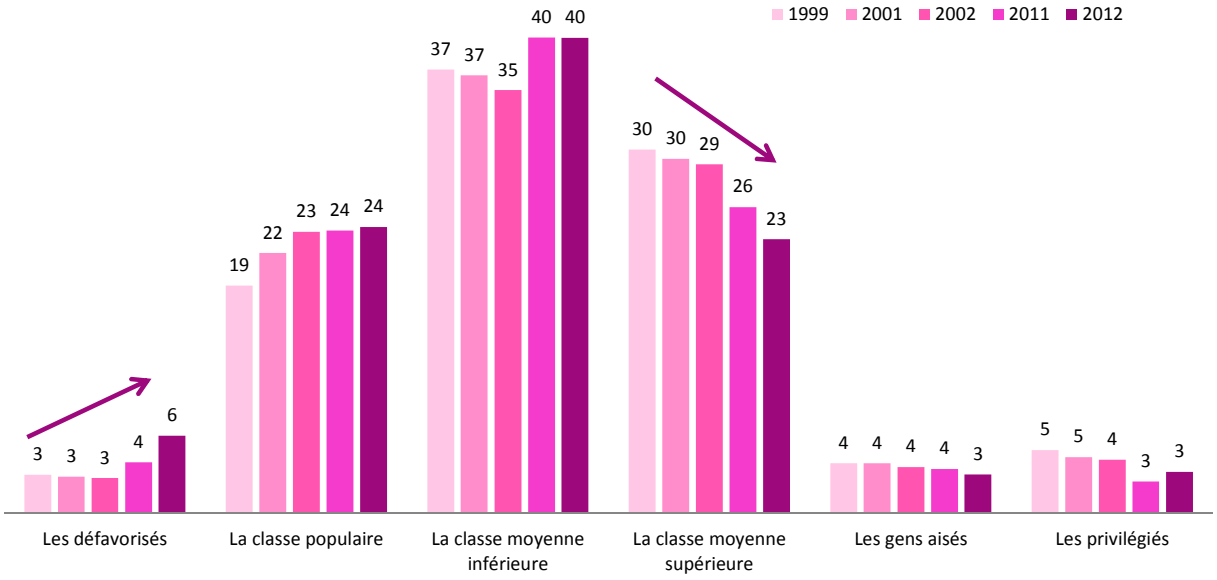
e) Le sentiment de déclassement s'enracine

Le sentiment de vivre dans une société de plus en plus inégale se reflète dans l'image que les Français ont de la place qu'ils occupent dans la hiérarchie sociale. Traditionnellement, une très grande proportion de Français se sent appartenir à la classe moyenne (62%) : rares sont ceux qui se disent «défavorisés» ou à l'inverse «aisés»/«privilégiés».

Mais alors qu'en 1999, 30% des individus déclaraient faire partie des «classes moyennes supérieures », ils ne sont plus que 23% en 2012. En bas de l'échelle sociale, 30% des Français pensent aujourd'hui faire partie des « défavorisés » ou des « classes populaires » alors qu'ils n'étaient que 22% dans ce cas en 1999.

Graphique 13 - Les Français se classent de plus en plus bas dans l'échelle sociale

À quelle catégorie avez-vous le sentiment d'appartenir ? (en %)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Année après année, le sentiment de déclassement s'enracine : les classes moyennes ont l'impression de ne pas gagner de pouvoir d'achat et elles se sentent décrochées par les plus hauts revenus. Depuis 30 ans, effectivement, les classes moyennes sont distancées par les hauts revenus dans toute l'Europe. Dans le cas français, le niveau de vie des classes moyennes[7] a augmenté de 1,1% en moyenne chaque année, tandis qu'il crû de 1,4% chez les hauts revenus[8].

Les Français savent que le pays est entré dans une période d'austérité économique et que, quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, les dépenses publiques vont très certainement être limitées dans un avenir proche. Dans ce contexte, ils ne sollicitent pas particulièrement cette année d'augmentation des dépenses publiques à destination des plus modestes : ils préfèrent que les plus aisés accentuent leur effort pour le bien commun.

[7] Les classes moyennes ont été calculées comme l'ensemble des individus de 18 ans et plus gagnant entre 70% et 150% du revenu médian. Source : Données LIS, SILC, INSEE (comptabilité nationale) et OCDE.

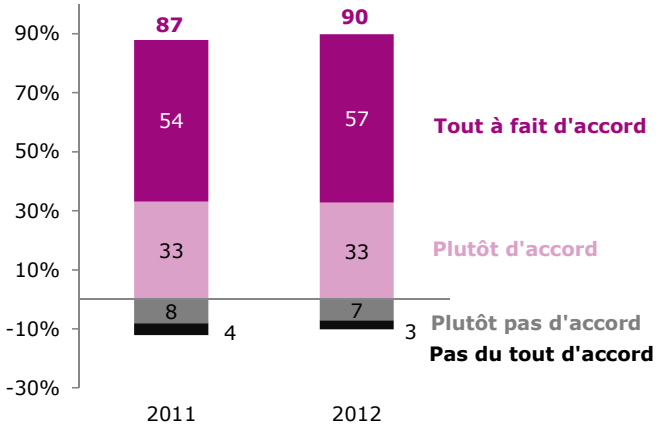
[8] Pour plus de détails, voir Régis Bigot, Patricia Croutte, Jörg Müller et Guillaume Osier, *Les Classes Moyennes en Europe*, Cahier de Recherche, n° 282, CREDOC, Décembre 2011, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C282.pdf

3. Souhait de régulation

a) Le système bancaire et financier doit être davantage contrôlé

Neuf personnes sur dix estiment que le système bancaire et financier doit être davantage régulé par les pouvoirs publics. Le consensus, déjà tangible l'an dernier, s'est encore renforcé cette année (+3 points) et les opinions tranchées rallient même une majorité des suffrages (57% se disent « tout à fait d'accord » avec cette idée, +3 points). Depuis la crise des *subprimes* en 2008 et ses emprunts dits « toxiques », le secteur bancaire et financier est, à intervalle régulier, sous le feu des projecteurs. La crise des dettes souveraines européennes, le spectre d'une possible faillite de la Grèce, les menaces répétées suivies d'effectives dégradations de plusieurs Etats par les agences de notation, les débats autour des salaires des « traders », ou le mouvement des « Occupy Wall Street » ont tour à tour occupé le devant de la scène. Non sans susciter une certaine inquiétude, comme en témoignent quelques titres de presse « *La finance, cet univers impitoyable* », « *Quand la planète finance tourne à l'envers* », « *Le système bancaire dans la tourmente* »[9]. Le système financier, qui pouvait paraître lointain et abscons, s'est invité dans le quotidien des ménages. La mise en place de plans de rigueur en Europe ou l'influence des marchés financiers sur la politique intérieure de certains pays (à travers par exemple la démission de certains chefs d'état comme George Papandréou ou Sylvio Berlusconi) ont probablement aussi rendu plus concrète l'imbrication des sphères financières, politiques et sociales.

Graphique 14 - Êtes-vous d'accord avec l'idée que le système bancaire et financier doit être davantage contrôlé par les pouvoirs publics ? (en %)

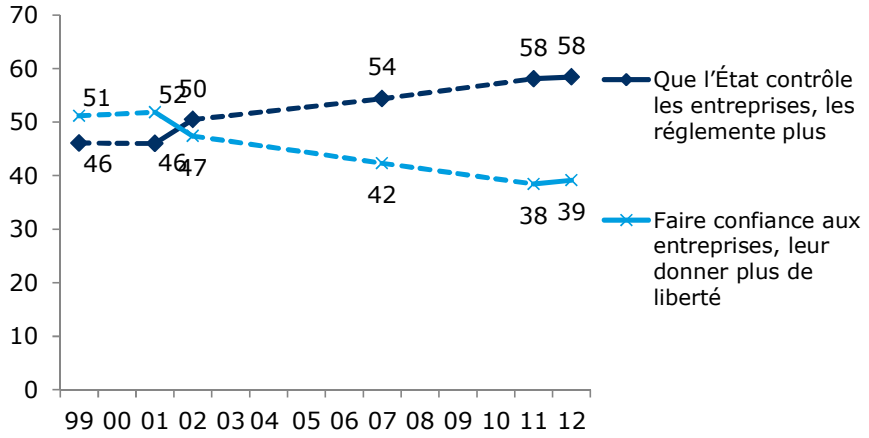


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

[9] « La finance, cet univers impitoyable » Ouest France, 7 décembre 2011, « Quand la planète finance tourne à l'envers », Le Figaro, 27 septembre 2011, « Le système bancaire dans la tourmente », Le Monde, 15 décembre 2011

Les dysfonctionnements du système financier sont-ils devenus plus apparents ? La population se sent-elle plus concernée ? L'aide apportée par les Etats aux banques (au travers de prêts, ou de la baisse des taux directeurs) a-t-elle ouvert une brèche dans l'opinion à l'idée d'intervention des pouvoirs publics ? Quoi qu'il en soit, toutes les catégories sociales sont persuadées de la nécessité d'encadrer davantage le système bancaire et financier. Les cadres et professions intellectuelles supérieures (64% sont « tout à fait » d'accord avec un resserrement des contrôles) et les jeunes seniors (66%) sont les plus convaincus de cette idée (respectivement +8 points et +10 points par rapport à 2011). Mais au-delà des facteurs conjoncturels, la demande de régulation s'inscrit dans une tendance de long terme. Il y a dix ans, une majorité de nos concitoyens défendait l'idée qu'une plus grande confiance et liberté donnée aux entreprises, tous secteurs d'activité confondus, serait à même de les aider à faire face aux difficultés économiques (51% en 2000). Depuis quelques années, et avant même la crise économique, le souhait d'un contrôle et d'une réglementation accrue du secteur privé l'emporte dans l'opinion (58% en 2012).

Graphique 15 - Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut faire confiance aux entreprises et leur donner plus de liberté ou qu'au contraire, il faut que l'État contrôle les entreprises et les réglemente plus étroitement ?



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

b) La crise financière change-t-elle le rapport au politique ?

Le consensus sur la nécessité d'un contrôle accru du système bancaire par les pouvoirs publics pourrait toutefois étonner compte tenu de la défiance grandissante de nos concitoyens envers le politique. Au début 2012, l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » montre ainsi que « les hommes et les femmes politiques » arrivent bons derniers dans la liste des institutions ou organisations dans lesquelles on peut « avoir confiance » (13% contre 79% pour les associations par exemple).

Tableau 2 – Proportion d'individus ayant très ou plutôt confiance dans les organisations suivantes

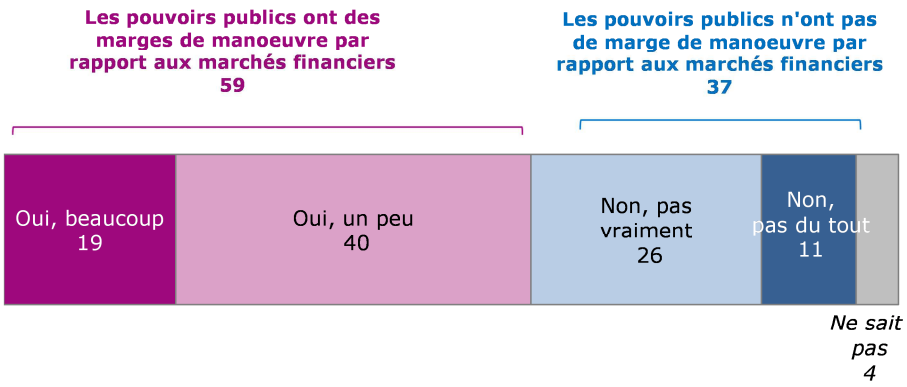
Les hôpitaux	85
L'école	84
Les associations	79
Les entreprises privées	67
Les banques	41
Les médias	33
Les hommes et femmes politiques	13

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations», début 2012

Les motifs de défiance à l'égard des politiques sont nombreux : manque de sincérité des convictions affichées, opportunisme électoral, manque de proximité avec les citoyens et leur vie quotidienne, suspicion de corruption, image d'un personnel politique épris de pouvoir, etc. Planent aussi parfois des doutes sur la capacité des politiques à infléchir le réel : c'est un reproche récurrent, fait par exemple à l'occasion des débats autour des délocalisations d'entreprises ou de la mondialisation.

Il n'est donc pas anodin de constater que près de 6 Français sur 10 estiment qu'aujourd'hui, les pouvoirs publics ont des marges de manœuvre par rapport aux marchés financiers : 40% pensent que la voie est étroite et 19% ont le sentiment que les politiques peuvent « beaucoup » influer sur le cours des choses. Il n'est pas impossible que les différents plans de « sauvetage » des banques en Europe et aux Etats-Unis aient conforté l'idée, dans l'opinion, qu'une intervention des pouvoirs publics était possible dans cette sphère.

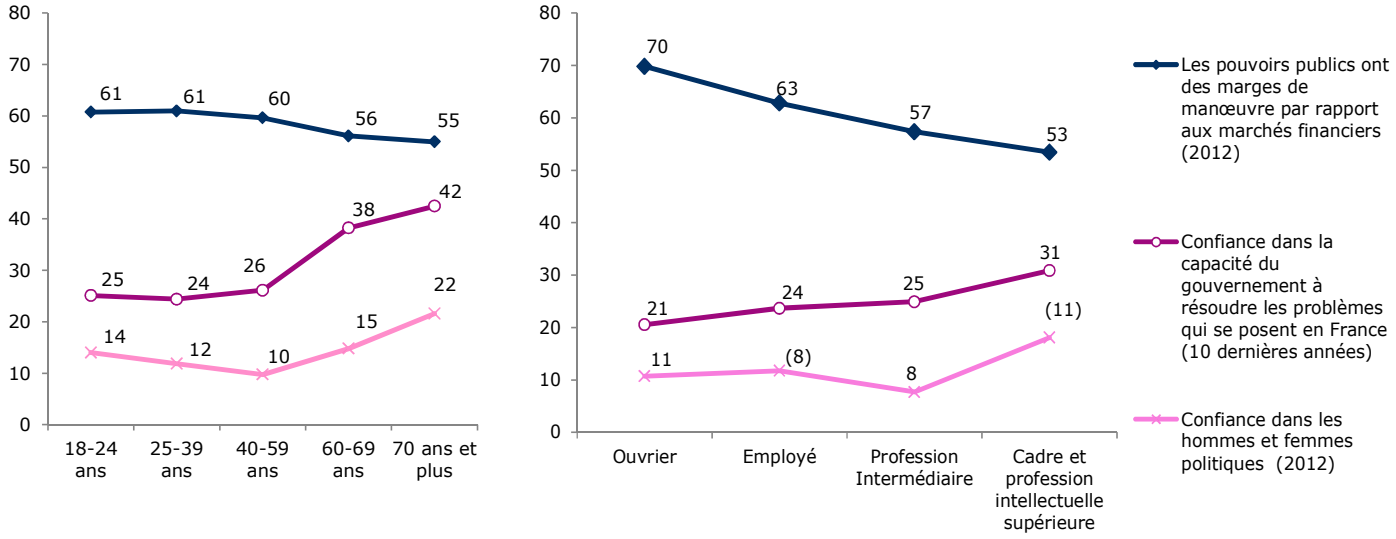
Graphique 16 - Selon vous les pouvoirs publics ont-ils des marges de manœuvre par rapport aux marchés financiers ? Diriez-vous …



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations», début 2012

Le désir de régulation des marchés financiers semble même renverser les schémas sociologiques habituels de rapport au politique. Le Graphique 17 met ainsi en regard, selon l'âge et la profession, le souhait d'un contrôle accru du système bancaire et financier par les pouvoirs publics et la confiance de la population dans les hommes et femmes politiques en 2012. Figure également la conviction que le gouvernement est en mesure de résoudre les problèmes qui se posent en France (cette variable est calculée en moyenne sur les dix dernières années pour neutraliser le contexte). Alors que la confiance dans la sphère politique augmente nettement avec l'âge et le niveau socio-culturel de l'individu (diplôme, niveau de revenu, profession), à l'inverse, l'attente de régulation des marchés financiers suit plutôt une pente inverse. Elle culmine chez les jeunes et les ouvriers.

Graphique 17 – Opinions sur le politique selon l'âge et la profession



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»
Note : dans ce graphique (et par la suite dans le document) les pourcentages entre parenthèse reposent sur des effectifs faibles, ils sont à considérer avec précaution.

4. Europe : ambivalence de l'opinion

L'Europe n'est pas la principale préoccupation des Français. Nous l'avons vu au premier chapitre : seuls 5% d'entre eux la cite comme sujet de préoccupation majeure, loin derrière le chômage (46%), les maladies graves (32%) ou encore la dégradation de l'environnement (17%). Mais depuis deux ans, le contexte économique et politique au sein de la zone euro (crises des dettes souveraines et risques de contagion, plans de sauvetage et politiques de rigueur, difficultés pour certains pays à se maintenir dans l'union économique et monétaire, etc.) a fait des questions européennes un sujet récurrent dans l'actualité. Vingt ans après le traité sur l'Union Européenne, les Français sont loin d'être unanimes par rapport à l'avenir de la construction européenne. Comment nos concitoyens se positionnent-ils aujourd'hui ?

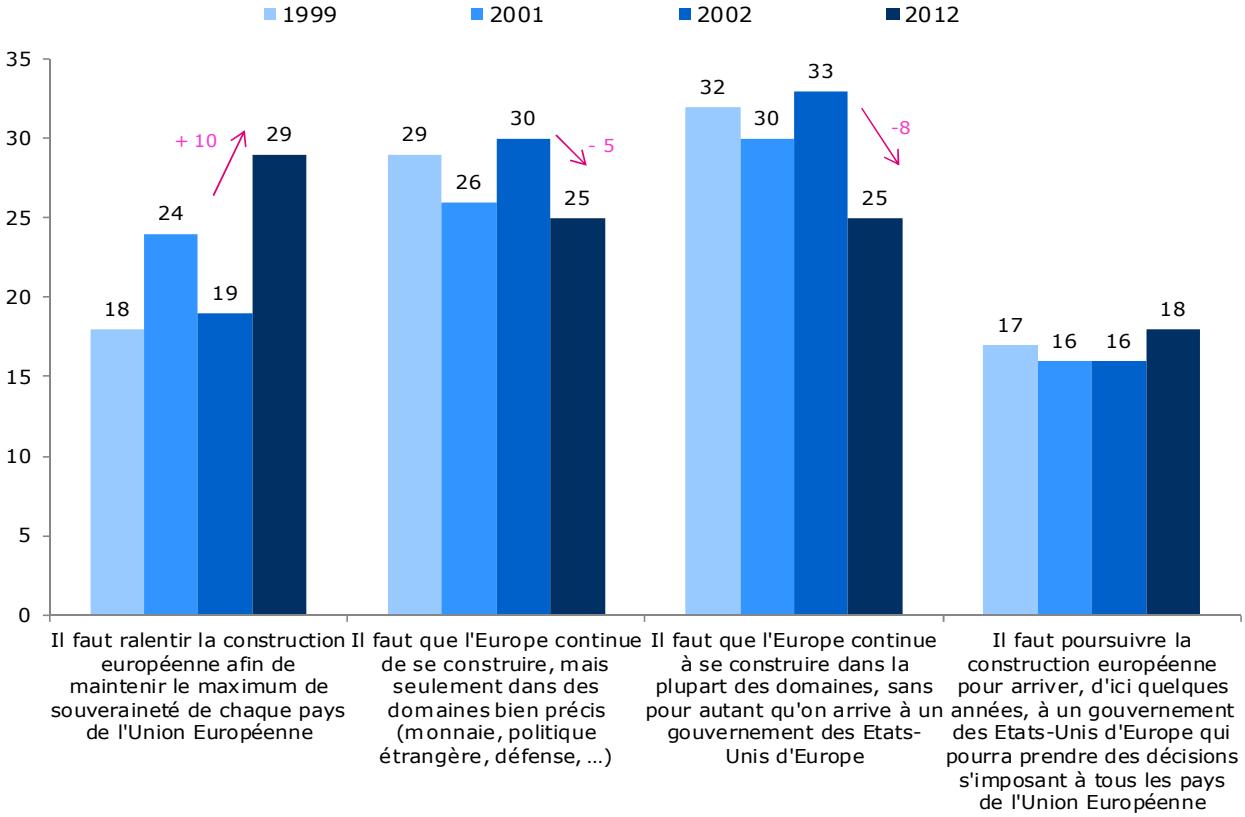
a) En dix ans les opinions ont basculé

Les opinions sur la monnaie unique et la construction européenne ont radicalement changé en dix ans. Au début de l'année 2012, près d'un Français sur trois (29%) souhaite ralentir la construction européenne pour maintenir le maximum de souveraineté nationale. 25% préconisent la poursuite d'une construction européenne limitée à certains domaines bien précis (comme la monnaie, la défense, la politique étrangère), 25% désirent poursuivre cette construction dans la plupart des domaines, et seulement 18% veulent arriver à un gouvernement des États-Unis d'Europe (Graphique suivant).

Aujourd'hui, la volonté de renforcer la souveraineté nationale des pays membres est nettement plus marquée qu'en 2002 : cette opinion est devenue majoritaire, gagnant dix points en dix ans. De manière étonnante, la part d'individus souhaitant arriver à un gouvernement des États-Unis d'Europe est restée stable (17% en 1999, 18% aujourd'hui). C'est parmi les partisans d'une poursuite modérée de la construction européenne que les rangs se sont éclaircis : leur nombre est passé de 63% en 2002 à 50%[10] en 2012.

[10] Ici, il s'agit de la somme des individus favorables à la poursuite de la construction européenne dans la plupart des domaines et dans certains domaines bien précis.

Graphique 18 – De laquelle de ces opinions sur la construction européenne vous sentez-vous le plus proche ? (en %)

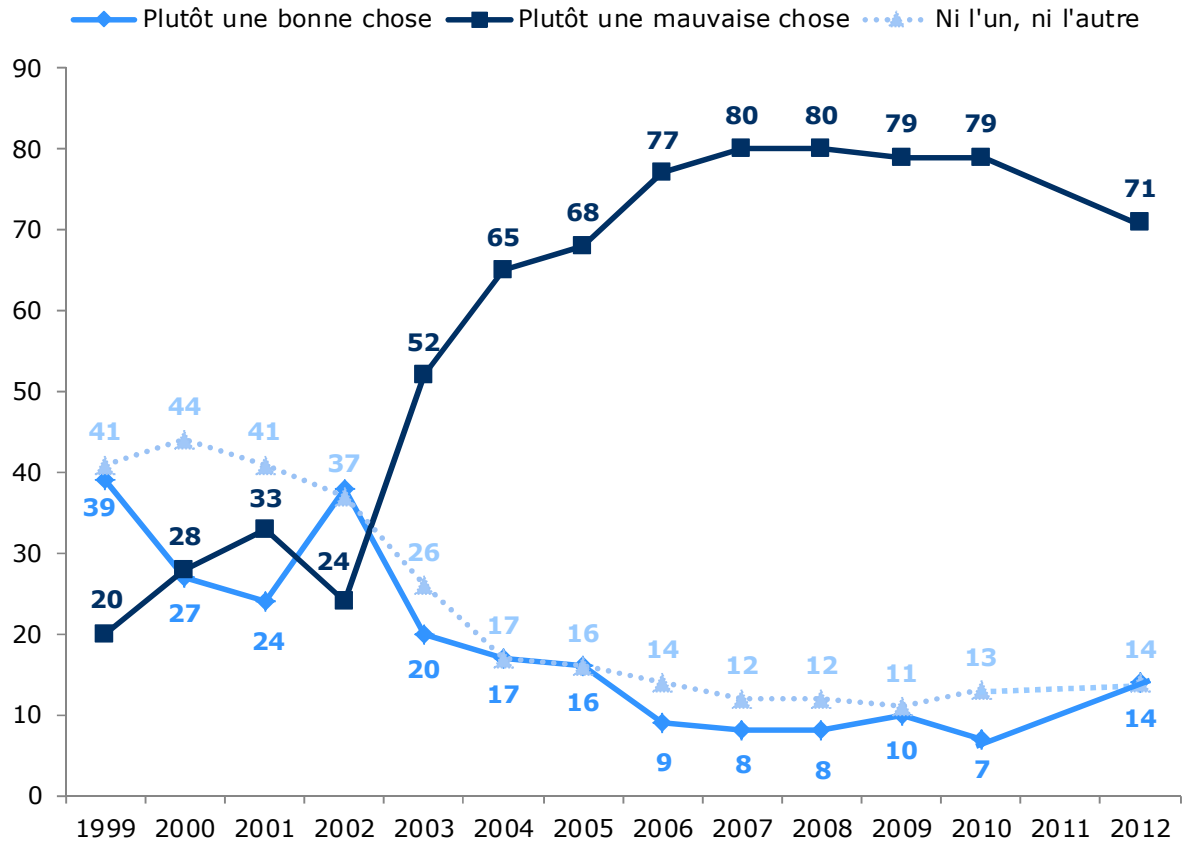


Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».
Lecture : En 2012, 29% des personnes interrogées souhaitent ralentir la construction européenne afin de maintenir le maximum de souveraineté de chaque pays de l'Union Européenne

Alors que l'Europe fête les dix ans de la mise en circulation des premiers euros, 71% de nos concitoyens jugent que le passage à la monnaie unique a été une mauvaise chose pour les consommateurs. Le pourcentage n'était que de 24% en 2002 (Graphique 19). Cette défiance vis-à-vis de l'euro s'explique en grande partie par le fait que les Français jugent la monnaie unique en partie responsable de la dégradation de leur pouvoir d'achat. Un an après la mise en circulation de l'euro, le taux de mécontentement devenait majoritaire (52%). Le retournement économique à partir de 2002 (ralentissement de la croissance, augmentation du taux de chômage, inflation immobilière, alourdissement du poids des dépenses contraintes, croissance de l'inflation ressentie, etc…), renforce l'impopularité de la devise européenne. À cette époque, 87%[11] pensent que les commerçants ont profité du passage à l'euro pour augmenter leurs prix. Depuis, le niveau de mécontentement n'a eu de cesse de s'élever pour atteindre son paroxysme à l'arrivée de la crise qui frappe les pays développés depuis 2008 (80%).

[11] Source : CREDOC, Enquête « Aspirations et Conditions de vie des Français », 2002.

Graphique 19 – Pensez-vous que le passage à l'euro a été pour les consommateurs français…(en%)[12]



Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »
Lecture : En 2012, 71% des Français pensent que le passage à l'euro a été une mauvaise chose.

b) Préserver la souveraineté nationale

Les changements d'opinion radicaux sur les questions européennes en dix ans reflètent peut-être aussi la crainte d'une ingérence des institutions européennes dans les modes de gouvernance des États. Aujourd'hui, les recommandations émises par Bruxelles et les plans de rigueur imposés aux pays susceptibles d'être gagnés par le défaut de paiement ont suscité des critiques quant à l'efficacité des instances européennes à résoudre les problèmes liés à la crise. Nos concitoyens souhaitent de moins en moins abandonner, en vertu du principe de subsidiarité, le pouvoir discrétionnaire des États aux institutions européennes.

Ce désir de réaffirmer les souverainetés nationales ne permet pas de dire si les Français désapprouvent ou non l'état actuel d'avancement de la construction européenne. En tout état de cause, ils ne semblent pas prêts à accélérer le mouvement d'intégration.

[12] La question entre 1999 et 2001 était : « Pensez-vous que le passage à l'euro sera pour les consommateurs français… ? »

Rappelons qu'à l'aube des années 2000, les principes d'élargissement (de Nice en 1997) et l'adoption de l'euro (janvier 1999) étaient déjà à l'ordre du jour, mais le projet de traité constitutionnel européen (2005), le traité de Lisbonne (2007), les nouveaux entrants dans l'UEM, l'élargissement de l'Union Européenne à 27 pays (sans parler des cinq nouvelles candidatures)[13] n'étaient pas encore d'actualité. Ces nombreux changements intervenus en peu de temps, et qui se sont traduits par une plus forte intégration, ont peut être amené nos concitoyens à se dire qu'il fallait ralentir le rythme de construction européenne.

Par ailleurs, la monnaie est un symbole fort, elle constitue un pilier identitaire. Le nouvel élan d'insatisfaction face à la devise européenne observé au lendemain du refus de ratification du traité constitutionnel européen est un bon exemple des liens que font nos concitoyens entre l'Euro et la construction européenne (pour mémoire, entre 2004 et 2006, la part d'individus jugeant le passage à l'euro comme une mauvaise chose a grimpé de 12 points).

c) La méfiance des plus démunis envers les institutions européennes

Les idéaux européens se polarisent selon le profil social des personnes interrogées (Tableau 3). Les individus socialement vulnérables expriment de manière plus vive leur souhait de préserver la souveraineté nationale : 39% des personnes au foyer, 38% des non-diplômés et 36% des personnes dont le revenu n'excède pas 900 euros par mois préfèrent ralentir la construction européenne (contre 29% en moyenne dans la population). En revanche, les cadres (25%), les diplômés du supérieur (28%), et les personnes dont le revenu mensuel est supérieur à 3100 euro (24%) défendent plus souvent (18% en moyenne) l'idée de poursuivre la construction européenne jusqu'à la création d'un gouvernement des États-Unis d'Europe capable d'imposer ses décisions à tous les pays membres.

Si les individus les plus démunis souhaitent préserver au maximum le pouvoir discrétionnaire des États, c'est probablement parce qu'ils font face à de nombreuses difficultés depuis la crise : peut-être certains craignent-ils que les politiques de rigueur encouragées par la Commission Européenne ne se fassent à leur détriment sans prendre en compte leurs préoccupations quotidiennes. Toujours est-il que les opinions n'étaient pas aussi polarisées sociologiquement il y a dix ans.

[13] La Croatie, la Turquie, l'Islande, le Monténégro et la Macédoine.

Tableau 3 – Évolution des opinions sur la construction européenne en fonction des caractéristiques sociodémographiques (en %)

		2002	2012	2002	2012
		Arriver à un gouvernement des États Unis d'Europe	Arriver à un gouvernement des États Unis d'Europe	Ralentir la construction et maintenir le maximum de souveraineté des pays	Ralentir la construction et maintenir le maximum de souveraineté des pays
Age	Moins de 25 ans	17	17	15	19
	25 à 39 ans	15	16	17	29
	40 à 59 ans	16	16	20	30
	60 à 69 ans	20	**26**	22	30
	70 ans et plus	19	20	21	**34**
Catégorie socioprofessionnelle	Indépendant	(15)	(19)	(18)	(28)
	Cadre et Prof. Int. Sup.	(25)	**25**	(8)	(16)
	Profession Intermédiaire	17	21	14	26
	Employé	13	10	23	31
	Ouvrier	13	14	23	**34**
	Personne au foyer	15	17	18	**39**
	Retraité	18	**23**	20	31
	Étudiant	(20)	(20)	(13)	14
Diplôme	Non diplômé	17	15	**24**	**38**
	BEPC	15	12	22	**36**
	BAC	13	20	15	25
	Diplômé du supérieur	**22**	**28**	10	17
Revenu mensuel	Moins de 900 €	19	(14)	18	**36**
	De 900 à 1500 €	14	13	23	**35**
	De 1500 à 2300 €	15	16	18	31
	De 2300 à 3100 €	18	20	18	28
	3100 € et plus	18	**24**	14	22
Catégorie d'agglomération	Communes rurales	16	19	20	29
	2 000 à 20 000 habitants	12	13	21	**34**
	20 000 à 100 000 habitants	15	13	21	33
	Plus de 100 000 habitants	17	18	16	31
	Agglomération parisienne	20	**27**	16	17
Région	Région parisienne	20	**26**	16	18
	Nord	(14)	(22)	14	25
	Est	24	(15)	(14)	31
	Bassin parisien	10	14	**24**	**38**
	Ouest	14	16	19	33
	Sud-Ouest	20	16	19	27
	Centre Est	12	18	18	31
	Méditerranée	**22**	19	20	29
Ensemble		**17**	**18**	**18**	**29**

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».
Lecture : En 2012, 39% des personnes aux foyers souhaitent ralentir la construction européenne afin de maintenir le maximum de souveraineté de chaque pays de l'Union Européenne.

Au moment où la désindustrialisation occupe une large part dans le débat public, nombreux sont ceux qui craignent les délocalisations et les pertes d'emplois corrélatives. Or depuis la mise en circulation du premier euro, l'inquiétude des Français vis-à-vis de la mondialisation va grandissante : 61% pensent désormais que la mondialisation des échanges présente surtout des inconvénients, alors qu'ils n'étaient que 46% dans ce cas en 2002. Parmi les plus défiants vis-à-vis de la globalisation, 80% estiment que le passage à la monnaie unique n'a pas été une bonne chose pour les consommateurs et 38% souhaitent ralentir la construction européenne (Tableau 4). Peut-être certains

estiment-ils que la monnaie commune n'est pas en mesure de protéger nos concitoyens contre la concurrence des pays à bas salaires. Les personnes les plus touchées par la crise sont ainsi plus critiques : 82% des employés, 84% des ouvriers, ou encore 78% des non-diplômés et 77% des classes moyennes inférieures pensent que le passage à l'euro a été une mauvaise chose.

Tableau 4 –Opinions sur les questions européennes (en %)

		Opinion sur la construction européenne		**Le passage à l'euro pour les consommateurs a été**	
		Arriver à un gouvernement des États Unis d'Europe	Ralentir la construction et maintenir le maximum de souveraineté des pays	Plutôt une bonne chose	Plutôt une mauvaise chose
La mondialisation des échanges présente…	Plutôt des avantages	25	15	**25**	56
	Plutôt des inconvénients	15	**38**	7	80
	Ne sait pas	(12)	(24)	(12)	58
Pour les consommateurs le passage à l'euro a été…	Plutôt une bonne chose	**41**	(7)	.	.
	Plutôt une mauvaise chose	12	**38**	.	.
	Ni l'un ni l'autre	**26**	(10)	.	.
Opinion sur la construction européenne	Ralentir la construction européenne	.	.	3	**92**
	Arriver à un gouvernement des États Unis d'Europe			**31**	47
Ensemble		**18**	**29**	**14**	**71**

Source : CREDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations ».
Lecture : En 2012, 38% des personnes qui pensent que la mondialisation des échanges représente avant tout des inconvénients souhaitent ralentir la construction européenne afin de maintenir le maximum de souveraineté de chaque pays de l'Union Européenne.

d) Les mouvements contradictoires de l'opinion

En vérité, nos concitoyens témoignent d'une certaine ambivalence concernant la monnaie unique et la construction européenne. Par exemple, au début 2012, les critiques du passage à l'euro sont un peu moins vives qu'en 2010 (79%). Le contexte économique et politique de cette année a conduit les Français à se préoccuper davantage d'autres sujets comme le logement ou le chômage. Et les menaces d'implosion du système monétaire européen ont peut-être inquiété l'opinion. En dépit du mécontentement qu'elle génère, la monnaie unique est aussi le liant de l'Union Économique et Monétaire. Elle permet aux européens, malgré les situations bien disparates en ces temps, de rester « *uni(s) dans la diversité* ». Et concernant la construction européenne, même si le souhait de ralentissement se fait sentir, 68%[14] des Français veulent tout de même poursuivre l'intégration d'une manière ou d'une autre. Leur ambivalence reflète le rapport complexe qu'ils entretiennent avec l'Europe, mêlé à la fois d'enthousiasme, d'espérance et de craintes.

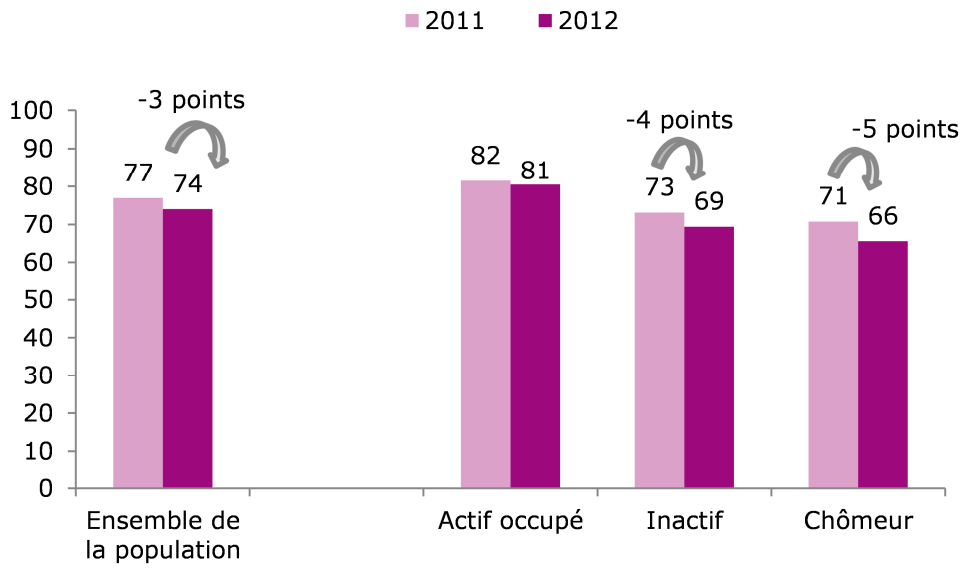
[14] Ensemble des Français qui considèrent qu'il faut poursuivre la construction européenne, plutôt que la ralentir (Cf. Graphique 18).

5. Le sentiment de ne pouvoir compter que sur soi-même se diffuse

a) La peur de ne pas trouver un soutien auprès de son entourage en cas de coup dur s'accentue

Nos concitoyens pensent-ils pouvoir être épaulés en cas de difficultés financières ? La question revêt une acuité particulière compte tenu de la persistance de la crise. L'an dernier, alors que le plus gros de la tempête économique semblait passé, les Français paraissaient vouloir s'appuyer plus particulièrement sur leurs proches et manifestaient une certaine envie que les liens sociaux se renforcent. La sévérité de la crise et sa rémanence semble avoir quelque peu entamé les élans de solidarité individuelle. En 2012, 74% de la population disent pouvoir compter sur l'aide de certains des membres de leur famille en cas de difficultés financières. Si la proportion reste très importante, elle a diminué de 3 points en un an. Surtout, les divergences de perceptions selon la situation professionnelle, déjà visibles l'an dernier, s'accentuent. Alors que les actifs se montrent toujours aussi confiants dans le soutien que leur entourage pourrait leur apporter en cas de coup dur, les personnes inactives (retraités, personnes au foyer, étudiants, -4 points) et les chômeurs (-5 points) se sentent de plus en plus seuls face aux difficultés.

Graphique 20 - Pense pouvoir compter sur l'aide de certains membres de sa famille, en dehors de ceux qui habitent avec lui, en cas de difficultés financières

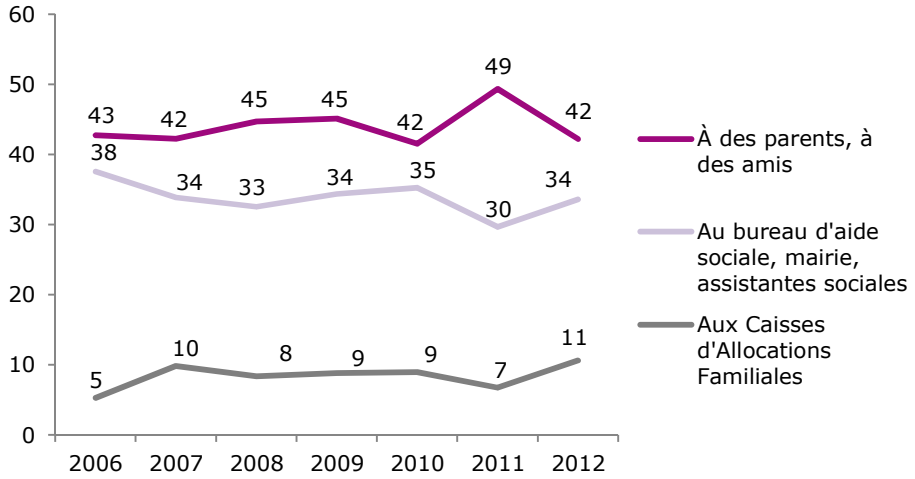


Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

La possibilité de trouver un secours auprès de son entourage en cas de chômage prolongé, qui constituait un rempart plus rassurant l'an dernier, apparaît aussi moins réaliste cette année (42%, -7 points). Et ce, alors même que le spectre du chômage est plus prégnant cette année. Ce retour en arrière témoigne sans doute d'une certaine forme de défaitisme : comment envisager de se tourner vers son entourage quand, de toute part, chacun est confronté à ses propres difficultés ? La population semble finalement plus encline à faire appel, cette année, aux structures publiques de proximité, telles que les bureaux d'aide sociale, la mairie, ou les assistantes sociales (34%, +4 points) ou les Caisses d'allocations familiales (11%, +4 points).

Graphique 21 - Si vous, et votre famille, par suite d'un chômage prolongé, vous vous trouviez sans ressources, à qui vous adresseriez-vous en premier lieu pour tenter de résoudre ces difficultés ?

Premières réponses données parmi une liste incluant les possibilités suivantes : un syndicat, une association professionnelle, un organisme d'entraide (Secours Populaire, Secours Catholique, associations, ...)



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

b) Différents indicateurs de lien social régressent, allant ainsi à contre-courant de la tendance de long terme

Plus généralement, cette année, une forme de repli sur soi semble prévaloir. La proportion d'individus recevant régulièrement ses amis baisse de 4 points. La participation associative, autre marqueur de l'investissement social, diminue elle aussi (-3 points en un an). La capacité à s'investir dans le milieu associatif décroît d'ailleurs, quelle que soit la nature des organisations concernées, qu'il s'agisse d'associations sportives (-1 point par rapport à 2011), d'associations culturelles ou de loisirs (-2 points), ou d'associations confessionnelles (-2 points), de parents d'élèves, etc. 54% de la population pense cette année *« qu'on n'est jamais assez méfiant »* dans ses relations avec autrui, c'est deux points de plus que l'an dernier.

Graphique 22 – Proportion d'individus recevant leurs amis au moins une fois par mois et participation associative

(à au moins une association parmi les 6 suivantes : sportive, culturelle, confessionnelle, syndicale, environnement, parents d'élèves)

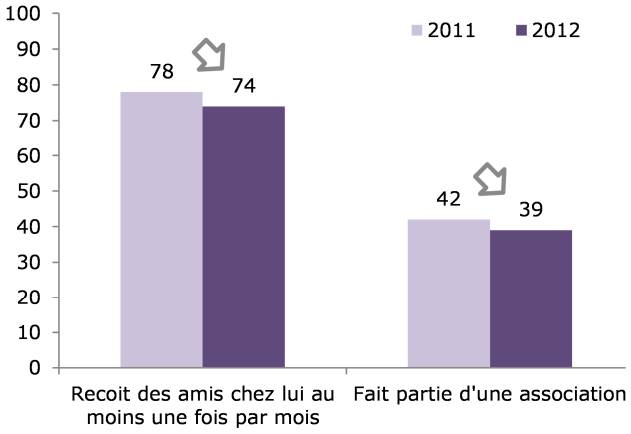


Tableau 5– Évolution de la participation à différents types d'associations

En %	Début 2011	Début 2012	Évolution 2011-2012
Fait partie d'une association sportive	21	20	-1
Fait partie d'une association culturelle, de loisirs	21	19	-2
Fait partie d'une association confessionnelle.....	7	5	-2
Fait partie d'une association syndicale	6	6	=
Fait partie d'une association de défense de l'environnement	3	3	=
Fait partie d'une association de parents d'élèves	5	4	-1

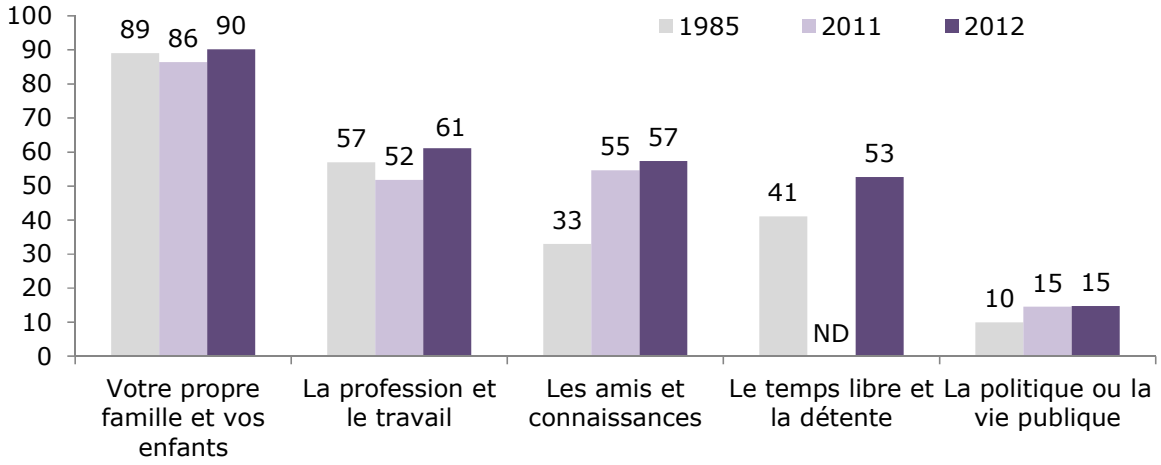
Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

Ces signaux nous semblent d'autant plus dignes d'attention qu'ils vont plutôt à contrecourant de l'évolution de long terme des aspirations et des comportements de la population. Le graphique suivant présente ainsi l'évolution depuis 1985 de l'importance de plusieurs dimensions de la vie de chacun : famille et enfants, amis et connaissances, profession et travail, politique et vie publique. La famille et le travail restent très nettement en tête des priorités individuelles, quelles que soient les périodes. En revanche, en 25 ans, le « temps libre et la détente » et « les amis et les connaissances » ont pris une place grandissante dans la vie des Français. La valorisation des relations amicales est particulièrement frappante : seuls 33% donnaient des notes élevées à cet aspect de la vie en 1985, ils sont désormais une majorité (57%) dans ce cas. Dans l'intervalle, la proportion d'individus rencontrant régulièrement des amis est d'ailleurs ainsi passée de 56% au début des années 1980 à 74% aujourd'hui. Le temps consacré aux visites et réceptions, qui était en moyenne de 20 minutes par jour en 1986, est de 29 minutes aujourd'hui[15].

[15] Layla Ricroch et Benoît Roumier, Depuis 11 ans, moins de tâches ménagères, plus d'Internet, *Insee Première* n°1377, INSEE, Novembre 2011, http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1377/ip1377.pdf
Françoise Dumontier, Jean-Louis Pan Ké Shon, En 13 ans, moins de temps contraints et plus de loisirs, *Insee Première* n°675, INSEE, Octobre 1999, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ip675.pdf

Graphique 23 - Pour chacun des domaines de la vie suivants, pouvez-vous attribuer une note de 1 à 7 selon l'importance que vous lui accordez ?

(% de notes 6 et 7 sur une échelle allant de 1 (pas du tout important) à 7 (très important))



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations »

Plusieurs travaux du CRÉDOC ont déjà mis à jour le souhait de la population d'aller vers des relations de plus en plus choisies, auquel l'amitié répond[16]. François de Singly voit, dans cette inclination pour le lien amical, un moyen de conjuguer le désir de sociabilité avec l'aspiration à aller vers des liens plus souples : *« le groupe [d'amis] permet de concilier une certaine permanence, la possibilité de disparaître pour un des membres un temps donné, d'exclure ou de s'auto-exclure sans menacer l'existence même du rassemblement. La liberté de circuler devient plus compatible que dans le couple avec le sentiment de sécurité, associé au fait de pouvoir « compter sur » [17].* La comparaison des aspirations sociétales de 2011 et 2012 ne dément pas cette tendance de fond : les amis semblent tout aussi importants, en 2012, qu'en 2011 (57%, +2 points).

L'affaiblissement du lien social (diminution de la fréquence de rencontre d'amis, baisse de la participation associative, érosion du recours à l'entourage en cas de coup dur) peut donc difficilement être mis sur le compte d'un manque d'appétence aux échanges relationnels. Peut-être doit-on y lire une nouvelle marque des soucis budgétaires de nos concitoyens et de leur moral en berne ? De récents travaux menés au CRÉDOC[18] ont en effet mis en lumière l'impact que pouvaient avoir des difficultés financières (en

[16] Voir par exemple, Delphine Chauffaut, L'évolution es relations entre générations dans un contexte de mutation du cycle de vie, Cahier de recherche du CRÉDOC, n° 163, novembre 2001, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C169.pdf . L'auteur y explique ainsi que « *Les relations s'établissent moins souvent sur un mode simple et hiérarchisé. L'autonomie revendiquée des ménages et la proximité affective se conjuguent pour créer des relations inédites, moins statutaires, plus électives. Les rencontres, si elles sont moins fréquentes, sont moins contraintes. On y prend plus de plaisir* »
Voir aussi Régis Bigot, *Quelques aspects de la sociabilité des Français*, Cahier de recherche du CRÉDOC, n° 169, décembre 2011, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C169.pdf
[17] Francois de Singly, *Les uns avec les autres, quand l'individualisme crée du lien*, Pluriel, 2010
[18] Mélanie Babes, Régis Bigot, Sandra Hoibian, *Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population,* Cahier de recherche n°281, CRÉDOC, décembre 2011, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf

l’occurrence liées aux charges de logement) sur les liens sociaux. Le manque de marge de manœuvre budgétaire peut en effet contraindre les ménages à rogner sur les dépenses qui permettent d’entretenir une vie sociale : déplacements, télécommunications, sorties culturelles, pratiques sportives, vacances, cadeaux, occasions festives, etc. La difficulté à assumer ses besoins vitaux ou la crainte du chômage et du déclassement pèsent aussi sur le moral, ce qui rejaillit probablement sur le désir et la capacité à maintenir un lien avec les autres.

6. Les seniors, nouvel eldorado des TIC ?

Les nouvelles technologies connaissent depuis dix ans un développement assez unique dans le domaine de la consommation. Tant les achats de biens (téléphones mobiles, ordinateurs, appareils photo numériques, baladeurs mp3, tablettes tactiles, etc.) que les services (télécommunications, médias...) de l'économie de l'information font figure de moteurs de croissance et continuent à tirer la consommation des ménages vers le haut malgré la crise[19].

Ce formidable engouement n'est pourtant pas sans générer quelques inquiétudes. Le rapport qu'entretient la population à la science et aux technologies est, en effet, relativement ambigu. Interrogés par exemple sur la diffusion de l'informatique dans la société française, 51% pensent qu'il s'agit d'une évolution inévitable mais peu souhaitable et 11% sont même d'avis qu'il s'agit d'une chose « regrettable et dangereuse ». Finalement, seuls 37% des individus voient d'un œil favorable cette expansion. Les craintes d'une société déshumanisée et les inquiétudes en matière d'emploi ne sont probablement pas étrangères à ces opinions.

Tableau 6 - Au cours des années à venir, la diffusion de l'informatique va modifier certains aspects des conditions de vie. Considérez-vous cette évolution comme :

Une chose souhaitable	37
Une chose peu souhaitable, mais inévitable	51
Une chose regrettable et dangereuse	11
Total (y.c. nsp)	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations», début 2012

Le rapport aux innovations technologiques et, plus généralement, aux découvertes scientifiques ont toutefois significativement évolué ces deux dernières années. Premier signe : une majorité de la population (54%) se dit aujourd'hui « très » ou « assez » attirée par les produits comportant une innovation technologique, c'est 15 points de plus qu'en 2010. Depuis près de quinze ans, le score n'a jamais été aussi élevé. L'opinion selon laquelle « les découvertes scientifiques améliorent beaucoup la vie quotidienne » se répand elle aussi (40%, +10 points en deux ans). Si les technologies de l'information n'ont cessé de séduire un public grandissant depuis maintenant dix ans, ces dernières

[19] Selon l'INSEE, la consommation en économie de l'information a ainsi progressé en 2009 (+ 2,8% en volume) et en 2010 (+ 4,2 %), alors que dans le même temps l'ensemble de la consommation des ménages ne progressait que de 0,1% et 1,3%, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=0&ref_id=T12F061

années constituent peut-être une charnière. Quittant leur statut de gadgets futiles ou « accessoires », les « TIC » (technologies de l'information et de la communication) commencent à s'imposer comme des éléments incontournables de la vie quotidienne.

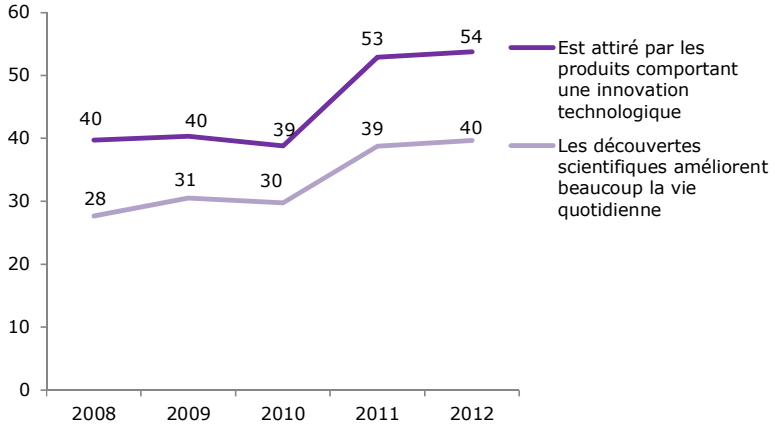
L'exemple d'Internet est frappant : les trois quarts des Français ont désormais accès à Internet depuis chez eux et 74% des personnes disposant d'une connexion à Internet à domicile se connectent tous les jours (la proportion n'était que de 48% en 2004)[20]. Plus parlant encore, 41% des internautes déclarent avoir du mal à se passer du web plus de trois jours sans que cela leur manque. La toile semble devenue tellement indispensable, que les trois quarts de nos concitoyens estiment nécessaire la mise en place d'un tarif social pour permettre aux plus modestes de se connecter à Internet à domicile. L'utilisation quotidienne des multiples facettes du web, qu'il s'agisse d'entreprendre des démarches administratives et fiscales (62% des internautes), d'effectuer ses achats (62%) ou de partager des moments sur les réseaux sociaux (52%) a probablement contribué à concrétiser les promesses d'Internet. Le développement, ces deux dernières années, de terminaux (tels que les Smartphones, les tablettes, ou Netbook)[21] plus « conviviaux » que les ordinateurs, contribue peut-être aussi à changer l'image des produits technologiques et à favoriser une plus grande proximité à un univers longtemps perçu comme difficile d'accès pour des non-techniciens[22].

[20] Cf. Régis Bigot et Patricia Croutte, La diffusion des Technologies de l'information et de la communication dans la société française (2011), octobre 2011, http://www.arcep.fr/fileadmin/uploads/tx_gspublication/rapport-credoc-diffusion-tic-2011.pdf

[21] Selon GFK, en 2011, 4,14 millions de Notebooks ont été vendus en progression de 8%, et 11,4 millions de Smartphones auraient été vendus.

[22] En 2009, un adulte sur deux ne se sentait pas compétent pour utiliser un ordinateur. Source : Régis Bigot et Patricia Croutte, La diffusion des Technologies de l'information et de la communication dans la société française (2009), novembre 2009, http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/etude-credoc-2009-111209.pdf

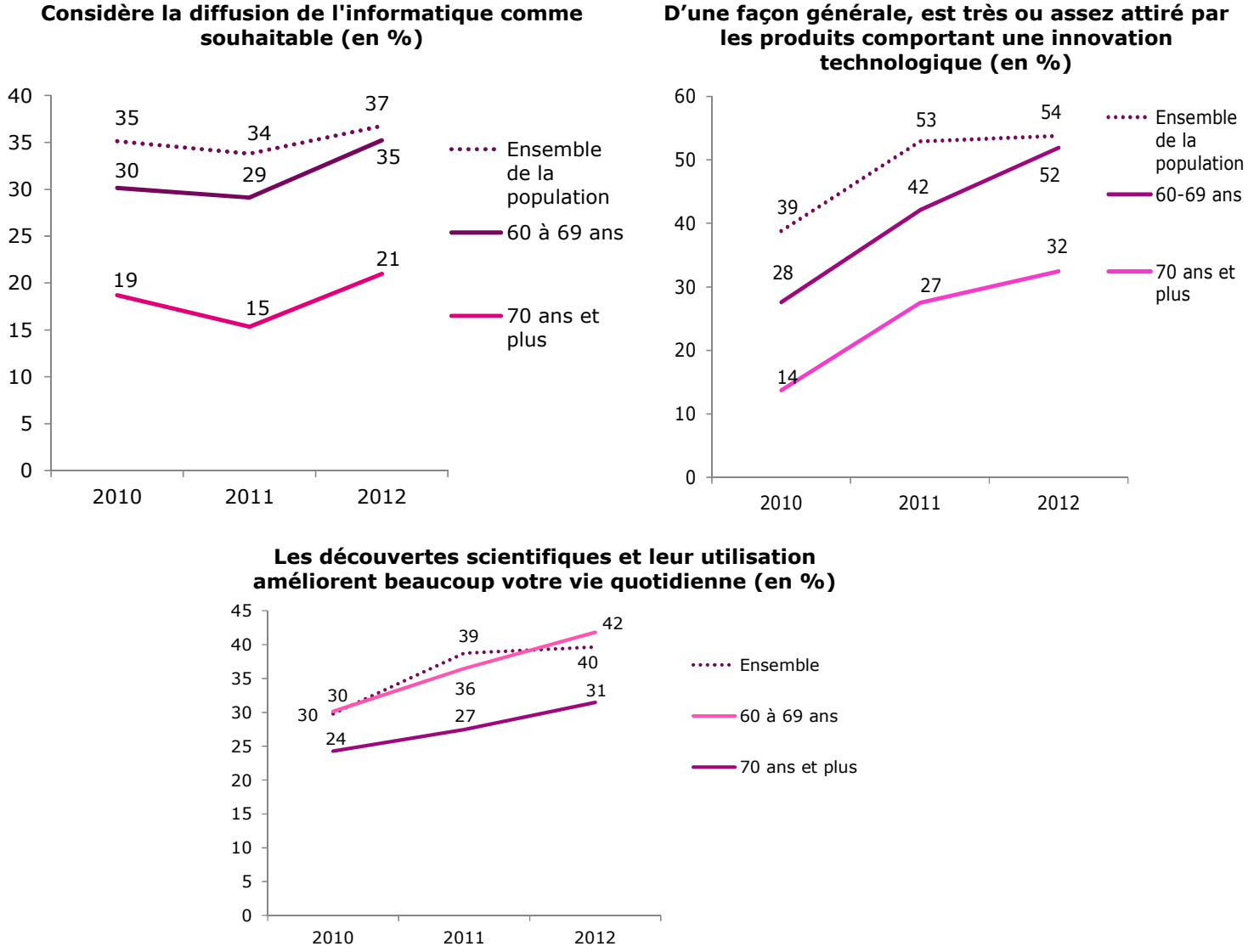
Graphique 24 – Attitudes par rapport aux innovations technologiques et aux découvertes scientifiques



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

Fait nouveau, l'enthousiasme semble depuis deux ans se propager et atteindre les seniors, longtemps rétifs aux sirènes de l'innovation technologique. Pendant longtemps, les jeunes se sont montrés beaucoup plus moteurs dans le domaine que leurs aînés. Or, depuis 2010, les plus de 60 ans commencent à s'approprier cet univers et à percevoir les bénéfices qu'ils peuvent en tirer. 35% des sexagénaires considèrent en effet cette année que la diffusion de l'information est souhaitable pour la société française (+6 points en un an) : ils se rangent ainsi quasiment à l'avis général (37%). Pour la première fois depuis 1998, date de la première mesure de cet indicateur, une majorité des 60-69 ans se dit attirée par les produits comportant une innovation technologique (+24 points par rapport à 2010). Enfin, 42% des seniors considèrent aujourd'hui que les découvertes scientifiques améliorent beaucoup leur vie quotidienne (+12 points par rapport à 2010), surpassant même ici la moyenne observée dans la population (40%). Et même après 70 ans, l'adhésion aux innovations technologiques progresse fortement depuis deux ans.

Graphique 25 – Le changement d'attitude des seniors face aux technologies



Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

Ce changement d'attitudes se reflète dans les équipements et les pratiques (Tableau 7). En deux ans, le taux d'équipement en ordinateur des 60-69 ans est passé de 57% à 72%. La pénétration des appareils photo numériques a cru de 53% à 70% en deux ans seulement chez les sexagénaires. Même les plus âgés comblent leur retard à grands pas : une majorité d'entre eux disposent aujourd'hui d'un téléphone mobile (59%), leur taux d'équipement ayant progressé de 15 points en deux ans.

Tableau 7 – Évolution de quelques taux d'équipement entre 2010 et 2012 chez les seniors (en %)

		2010	2012	*Évolution 2010-2012*
Possède un appareil photo numérique	Ensemble de la population	64	71	*+7*
	60 à 69 ans	**53**	**70**	***+17***
	70 ans et plus	**27**	**38**	***+11***
Est équipé d'un ordinateur	Ensemble de la population	74	79	*+5*
	60 à 69 ans	**57**	**72**	***+15***
	70 ans et plus	**28**	**37**	***+9***
Dispose d'un téléphone mobile	Ensemble de la population	84	87	*+3*
	60 à 69 ans	**79**	**83**	***+4***
	70 ans et plus	**44**	**59**	**+15**

Source : CRÉDOC, Enquêtes « Conditions de vie et Aspirations»

Conclusion

En ce début d'année 2012, le moral de nos concitoyens rechute brutalement. Les légers progrès enregistrés ces deux dernières années ont été effacés d'un trait. Nous nous retrouvons aujourd'hui quasiment au point bas de la crise de 2009, année marquée par un record historique du mécontentement social depuis la fin des années 1970. L'insatisfaction se manifeste dans de multiples dimensions : accentuation du sentiment de perte de pouvoir achat, resserrement des contraintes budgétaire, pessimisme face à l'avenir, grande prudence en matière de consommation. Le tout fondé sur une peur de plus en plus prégnante du chômage pour ses proches ou pour soi-même. La crainte du chômage est telle qu'une partie de nos concitoyens se demandent s'ils pourront compter sur l'aide de leurs proches en cas de difficulté. Malgré la vivacité des solidarités familiales, le sentiment de ne pouvoir compter que sur soi-même se diffuse, la confiance dans autrui s'étiole.

Ce pessimisme est d'autant plus préoccupant qu'il s'enracine depuis maintenant plus de trois ans. Le scénario d'une reprise en W, évoqué l'an dernier, se confirme. Le retour vers la confiance et l'optimisme sera sans doute long. Cette prolongation du désarroi pourrait être le terreau de changements de comportements et d'attitudes durables. Nous avions avancé l'idée, l'an dernier, d'un réajustement des priorités chez les consommateurs, ordonnées selon un principe simple : faire en sorte de maintenir sa qualité de vie malgré un pouvoir d'achat qui se contracte. Cette tendance, qui se manifeste par des arbitrages de consommation en faveur de produits jugées plus « utiles » ou plus « essentiels », devrait se trouver renforcée cette année.

Une autre tendance observée ces dernières années semble en revanche être remise en question par la conjoncture particulière de 2012. Généralement, les périodes de crise économique se caractérisent par une plus grande compassion de l'opinion publique à l'égard des plus démunis. L'augmentation du taux de pauvreté constatée lorsque le taux de chômage augmente se traduit, dans l'opinion, par une plus grande attente à l'égard des pouvoirs publics : le soutien aux politiques sociales et à la lutte contre la précarité est plus vif. Cette année, compte tenu des enjeux qui pèsent sur les finances publiques, nos concitoyens semblent un peu moins demandeurs d'intervention auprès des plus démunis. Ayant le sentiment que les inégalités vont croissantes, ils sont de plus en plus nombreux à souhaiter un renforcement de la taxation des hauts revenus. Il ne s'agit plus forcément, dans l'opinion — et notamment au sein des classes moyennes —, de dépenser plus en direction des plus modestes, mais plutôt de mettre davantage à contribution les plus aisés.

La demande de régulation déjà, repérée l'an dernier, se renforce encore cette année. Cette attente repose sur la croyance que les pouvoirs publics disposent de marges de manœuvre par rapport aux mécanismes économiques et aux marchés financiers. En particulier, le sentiment que le système bancaire et financier devrait être davantage régulé se consolide en 2012 — il était déjà très fort l'an dernier. En définitive, les attentes vis-à-vis de l'État ne se limitent pas à un souhait de redistribution — horizontale ou verticale —, les Français en appellent également au rôle d'arbitre des pouvoirs publics.

Il faut dire que, depuis une dizaine d'années, s'est renforcée la conviction que la mondialisation des échanges joue un rôle déterminant dans le fonctionnement des économies nationales. Nos concitoyens se disent que, de même que la crise financière née aux États-Unis s'est propagée jusqu'en France, la globalisation des activités à l'échelle de la planète peut se traduire par des délocalisations et des destructions d'emplois sur notre territoire. L'opinion est aujourd'hui majoritairement défiante vis-à-vis de la mondialisation, alors qu'elle en percevait surtout des avantages au début des années 2000. Dans le même temps, le désir d'Europe s'est affaibli : aujourd'hui, les défenseurs d'une plus grande souveraineté nationale l'emportent sur les partisans d'une meilleure intégration. L'Euro, qui était, au moment de son introduction perçu comme un levier de croissance, est aujourd'hui jugé en partie responsable de la hausse des prix et de l'érosion du pouvoir d'achat. Certains de nos compatriotes ne croient plus que l'Euro ou l'Europe puissent être un rempart contre effets négatifs de la mondialisation.

Dans ce tableau très sombre, relevons la confirmation d'un changement sociétal profond : les seniors, longtemps restés en marge du mouvement de diffusion des technologies de l'information et de la communication, s'approprient de plus en plus les nouveaux outils numériques. Ces trois dernières années, les sexagénaires, en particulier, ont quasiment rattrapé leurs cadets, à la fois en termes d'équipements, d'usages ou de représentations. Le fossé numérique générationnel semble en voie d'être comblé, au moins pour les plus jeunes de nos aînés. Cela ouvre non seulement des perspectives économiques à tous les acteurs du secteur, mais cela devra aussi conduire l'ensemble du tissu économique et social à imaginer de nouveaux services qui s'adressent à l'ensemble de nos concitoyens, toutes générations confondues.

7. Annexe :
Une visualisation de l'état de l'opinion au début 2012

Réalisée depuis trente-quatre ans, l'enquête *« Conditions de vie et Aspirations des Français »* permet d'analyser, dans la durée, l'évolution de l'état de l'opinion, ses grandes tendances, à travers notamment le suivi d'un grand nombre de variables.

Seize de ces variables sont posées à l'identique chaque année et servent à bâtir ce que l'on appelle « **l'Espace Général des Opinions des Français »**[23]. La particularité de cette analyse est qu'elle repose sur des variables qui ne traitent pas des situations objectives des enquêtés, mais qui correspondent à des **données de perceptions et d'opinions.** Il s'agit, d'une part, d'informations concernant la perception que les Français ont de leurs conditions de vie **personnelles** (santé, cadre de vie, satisfaction vis-à-vis de son niveau de vie ou de son budget…) et, d'autre part, de jugements **généraux** qu'ils portent sur des grands sujets de société (tels que la justice, les découvertes scientifiques, la famille, le mariage, les transformations sociétales).

Ces seize questions[24] sont utilisées comme variables actives d'une analyse des correspondances multiples sur l'ensemble de la période, dont le premier plan factoriel constitue *l'Espace Général des Opinions des Français*. Cet Espace permet d'observer à la fois la trajectoire suivie par **l'ensemble** de la population française depuis 1979 (on peut ainsi visualiser la place occupée par l'opinion en ce début 2012 : est-elle plus ou moins satisfaite que l'an dernier ? plus ou moins moderniste ?) et la façon dont **les différents groupes sociodémographiques** s'y positionnent à chaque période d'enquêtes, et notamment ces dernières années.

Il ressort de cette analyse que l'amélioration du moral des ménages enregistrée depuis deux ans est mise à mal cette année : **à nouveau, très fortement, le moral des Français se dégrade**. Cette brusque détérioration replace la population dans une zone de grande insatisfaction, proche des records de 2008 et 2009. L'année 2012, dans le même temps, est le point le plus haut qui s'affiche dans l'espace des opinions, signe d'un niveau de **modernisme** encore jamais atteint.

---

[23] On trouvera la liste des variables retenues page suivante.

[24] Les travaux réalisés par le CREDOC ont, en effet, montré la relative stabilité, depuis début 1979, de la structure de ces opinions. Voir, en particulier, *« L'Espace des Opinions des Français – 19 ans d'observations »*, Cahier de Recherche du CREDOC, n° 122, octobre 1998. Cette relative stabilité se confirme une nouvelle fois cette année.

Liste des seize variables actives de l'analyse

- Évolution ressentie du niveau de vie personnel au cours des dix dernières années.
- Évolution ressentie du niveau de vie des Français au cours des dix dernières années.
- Évolution attendue de ses conditions de vie dans les cinq prochaines années.
- Sentiment de devoir s'imposer des restrictions sur certains postes de son budget.
- Opinion sur son cadre de vie quotidien.
- Opinion sur les dépenses de logement (arrive à y faire face ou pas).
- Satisfaction vis-à-vis de son état de santé personnel.
- Souffrance de symptômes ou maux de société (indicateur synthétique du nombre de maux dont on souffre, parmi les suivants : maux de tête, mal de dos, nervosité, état dépressif, insomnies).
- Accord avec l'idée : "la famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu".
- Opinion sur le mariage : indissoluble/dissout si problème grave/dissout si accord.
- Opinion sur le travail des femmes.
- Opinion concernant l'effet des découvertes scientifiques en matière d'amélioration de la vie quotidienne.
- Opinion sur les transformations de la société (réformes radicales ou non).
- Opinion sur la justice.
- Accord avec l'idée : "le maintien en bonne santé est l'affaire des médecins".
- Accord avec l'idée : "on est mieux soigné quand on a de l'argent et des relations".

a) L'Espace général des Opinions (début 1979 - début 2012)

Seize variables actives contribuent donc à la construction de « l'Espace Général des Opinions des Français »[25]. Cet espace met en évidence quatre zones d'opinions très marquées - qui correspondent aux quatre quadrants du plan factoriel - délimités par deux axes : l'axe de « **satisfaction/insatisfaction »** d'une part, et l'axe de « **modernisme / traditionalisme »** d'autre part (Graphique A1).

Le premier axe : Satisfaction /Insatisfaction

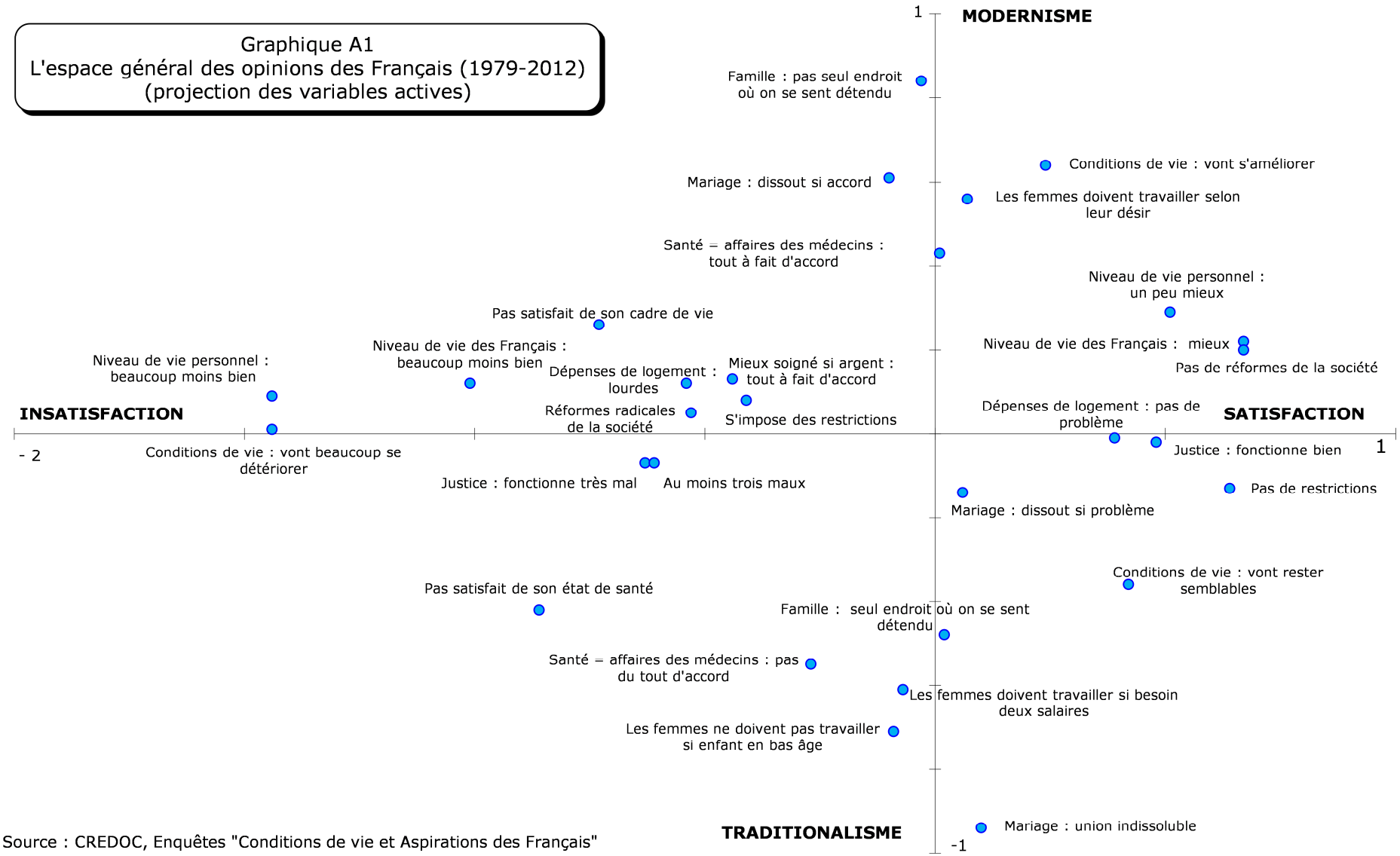
Le **premier axe** (horizontal) oppose, d'un côté, les individus insatisfaits de leurs conditions de vie personnelles et mécontents du fonctionnement de la société à ceux qui, de l'autre côté, témoignent d'une satisfaction générale. Tous les indicateurs personnels subjectifs (restrictions, maux, état de santé), mais aussi les points de vue sur le fonctionnement de la société en général (opinions sur la justice, sur les transformations sociétales,...), sont corrélés entre eux. **Il existe donc une propension à être systématiquement satisfait ou insatisfait.**

A droite du Graphique A1 se situe la zone dite de "satisfaction", où l'on baigne dans un relatif optimisme : on y pense que son niveau de vie personnel et celui de l'ensemble des Français vont mieux depuis dix ans et que les conditions de vie personnelles vont rester semblables ou s'améliorer dans les cinq années à venir. Les individus de cette zone ne s'imposent pas régulièrement de restrictions ; les dépenses de logement ne constituent pas un problème à leurs yeux. Ils ne croient pas que la société française a besoin de se réformer et estiment que la justice fonctionne bien dans notre pays.

A l'inverse, à gauche de cette même carte, sont rassemblés les individus "mécontents" qui disent que leur niveau de vie personnel s'est beaucoup dégradé depuis dix ans et que leurs conditions de vie vont, également, se détériorer dans le futur. Ils ne sont satisfaits ni de leur état de santé, ni de leur cadre de vie, ils souffrent de douleurs psychosomatiques, se plaignent du poids des dépenses de logement et déclarent devoir régulièrement s'imposer des restrictions. Leur critique à l'égard du fonctionnement de la justice est aussi plus insistante et ils souhaitent, plus fréquemment, imposer à la société française des réformes radicales.

[25] Il s'agit du premier plan factoriel de l'analyse des correspondances multiples réalisée. Cette analyse porte sur plus de 68 000 individus (trente-quatre vagues d'enquêtes).

Graphique A1
L'espace général des opinions des Français (1979-2012)
(projection des variables actives)



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"

Le deuxième axe : Traditionalisme/Modernisme

Le **deuxième axe** peut se résumer, pour l'essentiel, à l'opposition entre modernisme et traditionalisme en matière de mœurs ; il se détermine d'abord à partir des opinions émises sur la famille, le mariage et le travail des femmes.

En haut du graphique, se projettent les individus ayant des opinions qu'on peut qualifier de « modernistes » en matière de mœurs : ils pensent que la famille n'est pas le seul endroit où l'on se sente bien et détendu, que le mariage peut être dissout par simple accord des deux parties, que les femmes doivent travailler quand elles le désirent.

Mais on observe également que figurent dans cette même zone les individus **les plus confiants** s'agissant de leurs conditions de vie à venir : cette variable, qui illustre une certaine confiance envers l'avenir, exerce une influence croissante depuis le début des années 2000. Le modernisme en matière de mœurs s'accompagne désormais, fréquemment, d'une confiance en l'avenir plus marquée.

A l'inverse, en bas du graphique, on trouve les « traditionalistes », qui estiment que le mariage est une union indissoluble, que la famille est le seul endroit où l'on se sente bien, que les femmes ne doivent pas travailler lorsqu'elles ont des enfants en bas âge ou qu'elles ne doivent le faire que si la famille n'arrive pas à vivre avec un seul salaire. On trouve aussi, ici, les individus qui délèguent au médecin la responsabilité de leur état de santé.

b) Trente-quatre ans d'évolution des opinions

La projection dans l'espace défini ci-dessus de la variable « année d'enquête » permet de suivre l'évolution de l'ensemble de la population depuis le début 1979 (Graphique A2).

Le corps social a connu, dans cette période, de nombreux revirements et inflexions.

Si l'on se contente de comparer le début et la fin de la période, **le mouvement général s'est fait en direction, simultanément, d'un modernisme accru et d'une plus grande insatisfaction** : la position de l'opinion en 2012 est quasiment symétrique à ce qu'elle était en 1979 par rapport à l'origine des axes.

Dans le détail, des mouvements de balanciers entre optimisme et pessimisme se sont succédés depuis une trentaine d'années, avec aussi des avancées et des reculs s'agissant de tolérance vis à vis des mœurs.

La décennie 80 débute dans le deuxième quadrant du plan factoriel, teintée d'optimisme mais encore dominée par un fort traditionalisme en matière de mœurs. A part une brève incursion en 1985 dans la zone d'insatisfaction, l'essentiel des premières années d'enquête se trouvent à l'Est du plan.

En revanche, en bas et à gauche de la carte, on repère très clairement **les années noires** du milieu des années 1990, dans le sillage de la crise économique de 1993.

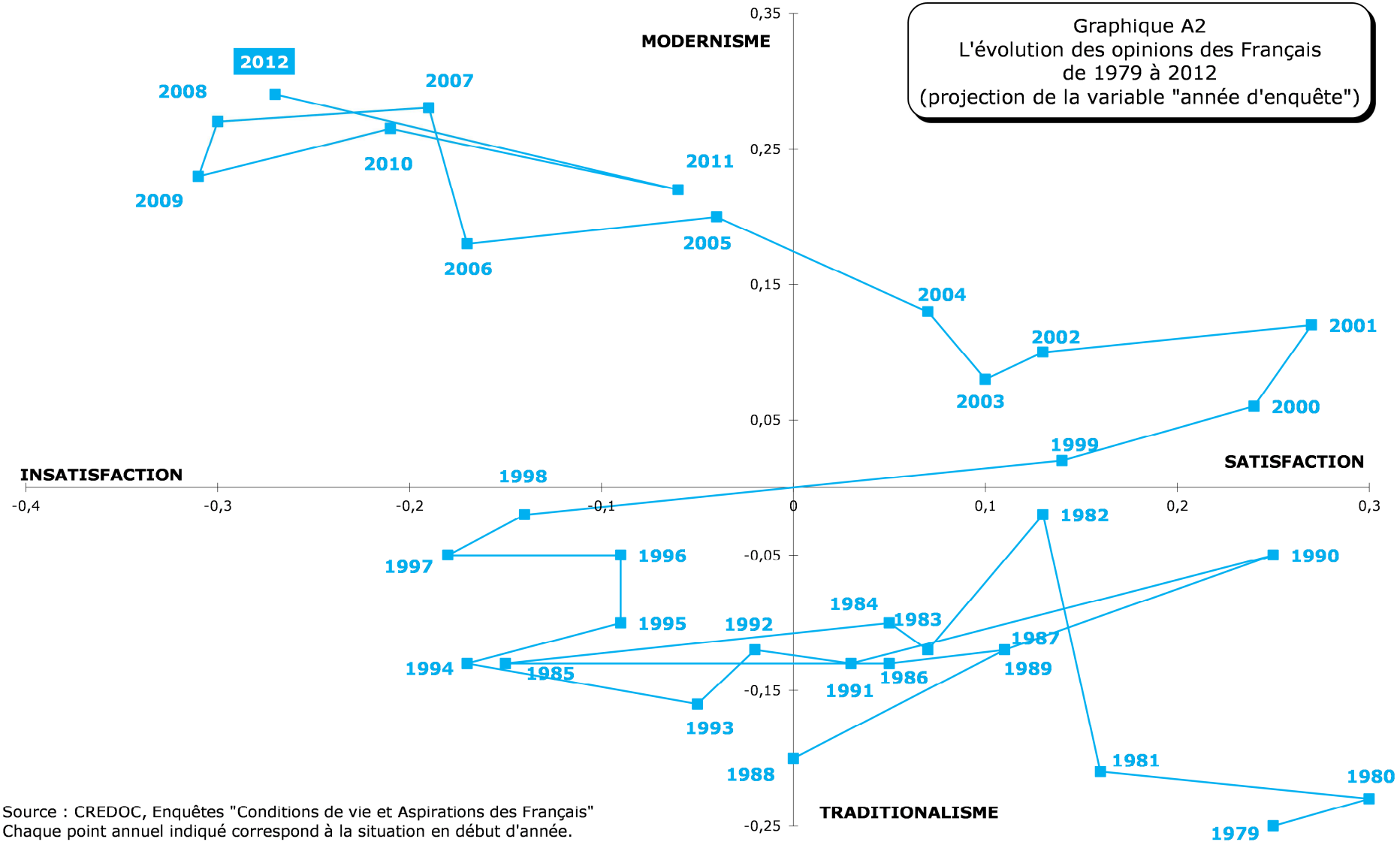
Entre 1998 et 1999, le moral des ménages remonte en flèche et l'opinion bascule radicalement de la gauche vers la droite de la carte, de l'insatisfaction vers la satisfaction. Jamais l'opinion n'a parcouru un tel chemin en si peu de temps. Et c'est également à ce moment que l'opinion bascule vers plus de modernité, franchissant pour la première fois l'axe des abscisses. Décidément, les années Internet furent exceptionnelles à plus d'un titre.

On visualise aussi, sur la carte, la « descente aux enfers » intervenue à partir de 2001 et jusqu'à 2009 : huit années consécutives de dégradation du moral des ménages, se manifestant sur le graphique par une traversée de droite à gauche de l'espace des opinions. Les années 2008 et 2009, en particulier, ont effacé les précédents records de mécontentement. Et les années de crise récentes, celles du mitan des années 2000, se projettent en haut de la carte, plus à gauche que ceux de la précédente crise. **La morosité est davantage prononcée aujourd'hui**, mais nos concitoyens, en une décade, ont également évolué vers davantage de modernisme.

En 2010 et, surtout, en 2011, l'opinion s'est quelque peu rassérénée, se rapprochant de la zone de satisfaction. Las, cette amélioration est presque totalement réduite à néant cette année : **à nouveau, l'opinion se retourne et s'enfonce dans les affres du mécontentement et de la grogne**. Le point 2012 est presque aussi décalé sur la gauche que les points extrêmes enregistrés en 2008 et 2009.

Seul signe encourageant : cette année, l'opinion a repris son chemin vers davantage de modernisme. 2012 est même le point le plus haut selon ce critère (il dépasse, de peu, 2007).

Graphique A2
L'évolution des opinions des Français
de 1979 à 2012
(projection de la variable "année d'enquête")



Source : CREDOC, Enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.

Certes, **le point moyen de l'année 2012 se situe dans le quatrième quadrant**, dans la zone qui cumule modernisme et insatisfaction ; il témoigne d'une extrême insatisfaction de l'opinion et d'un modernisme avéré. Pourtant, en 2012, on doit constater la dispersion des différentes catégories sociales dans l'espace des opinions, qui reflète **l'hétérogénéité du corps social** et **la diversité** des situations de chacun. La carte suivante (Graphique A3) permet de visualiser la localisation (début 2012) de chacune des principales catégories de la population dans l'Espace des opinions.

Que voit-on quand on examine le positionnement des différents groupes sociaux dans l'espace des opinions ?

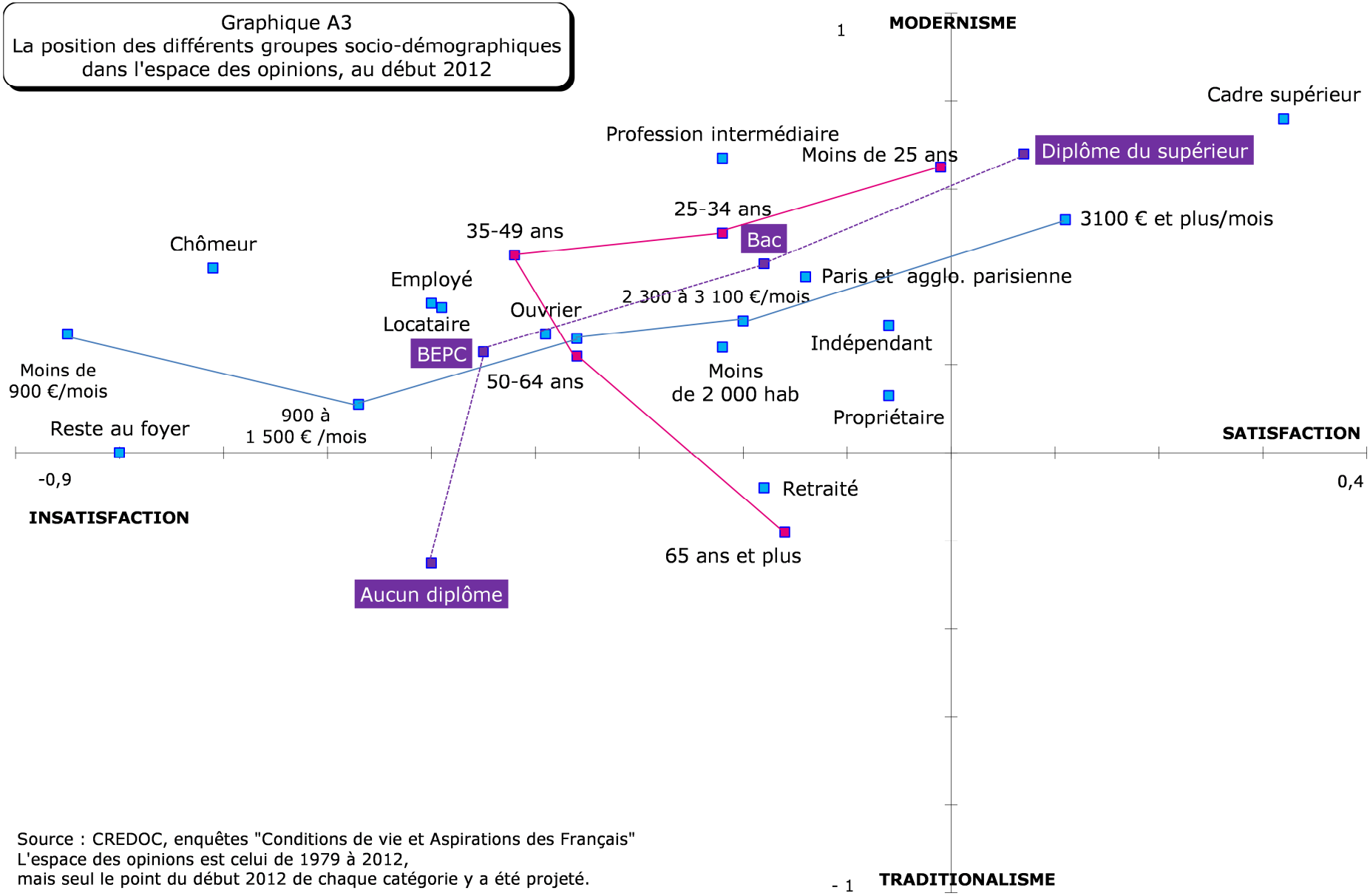
La plupart des groupes se situent dans le quatrième quadrant, partageant marasme ambiant et ouverture d'esprit quant aux mœurs, qui caractérise notre période. Très peu échappent à cette localisation :

- Trois catégories se singularisent car elles sont les seules à garder le moral : les cadres supérieurs, les hauts revenus et les diplômés de l'enseignement supérieur sont les seuls à avoir une abscisse positive, à être globalement plutôt satisfaits. Les jeunes, ceux qui sont propriétaires de leur logement ainsi que les travailleurs indépendants ne sont pas très loin de cette zone.
- Trois autres sortent du lot car elles se projettent en bas du plan, dans la zone de traditionalisme : les retraités, les plus âgés et les non-diplômés.

La dispersion selon le premier axe (satisfaction / insatisfaction) semble plus nette que celle liée au second axe (modernisme / traditionalisme). Les abscisses s'échelonnent en effet de 0.32 (cadre) à - 0.85 (bas revenus). Le premier axe oppose, d'un côté, les personnes ayant un fort capital culturel et économique, aux plus fragiles (chômeurs, bas revenus, personnes au foyer). Le niveau des revenus suit parfaitement ce premier axe, signe de l'influence très forte du niveau de vie sur la perception des conditions de vie et du fonctionnement de la société. On note cette année que les employés et les personnes au foyer sont particulièrement mécontents : la translation qui s'est opérée pour eux vers la gauche du plan est très nette.

Sur le second axe, les ordonnées varient de 0.76 (cadre) à - 0.25 (non-diplômé). L'âge, mais aussi le niveau de diplôme, expliquent le positionnement sur cet axe : les plus âgés et les moins diplômés sont les plus conservateurs ; les jeunes et les diplômés sont les plus ouverts au changement.

Graphique A3
La position des différents groupes socio-démographiques dans l'espace des opinions, au début 2012



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
L'espace des opinions est celui de 1979 à 2012,
mais seul le point du début 2012 de chaque catégorie y a été projeté.

c) *Les évolutions d'opinion les plus marquantes au sein des différents groupes sociodémographiques*

De la même façon que l'on peut décrire la trajectoire de l'ensemble de la population depuis 1979, on peut visualiser celle de chacune des principales catégories sociodémographiques sur les trente-quatre dernières années. En l'occurrence, nous avons fait le choix, par souci de lisibilité, de ne présenter ici que les évolutions intervenues sur la période 2002 - 2012.

La conclusion qui se dégage des graphiques présentés aux pages suivantes est que la très grande majorité des groupes étudiés est affectée par la brutale dégradation du moral en ce début d'année. La plupart des points sont déplacés vers la gauche de l'espace des opinions, dans la zone d'insatisfaction. Pour certains groupes (les employés, les chômeurs, les 25-34 ans ou les bas revenus), le choc est particulièrement brutal.

- **ANALYSE SELON LA PROFESSION-CATEGORIE SOCIALE** : la plupart des professions opèrent cette année une translation vers la gauche du plan (Graphique A4). Pour les employés et les personnes au foyer, le glissement est d'importance. Les cadres, les retraités ou les ouvriers résistent davantage à la rechute. Les membres des professions intermédiaires ne seront restés qu'une année avec les cadres, à droite du plan, dans la zone dite de satisfaction : ils refranchissent dès cette année l'axe vertical. S'agissant d'opinions en matière de mœurs, retraités et personnes au foyer font montre d'un fort traditionalisme.

- **ANALYSE SELON LA SITUATION D'EMPLOI** (Graphique A5) : quand on partage la population entre actifs occupés, inactifs et chômeurs, chacun de ces groupes occupe, dans l'espace des opinions, une place à part. Les inactifs sont les plus traditionalistes (même s'ils franchissent, pour la première fois cette année, l'axe des abscisses). Actifs occupés et chômeurs partagent le même modernisme, mais se distinguent selon le premier axe : les actifs occupés sont beaucoup plus satisfaits que les chômeurs. Cette année, en particulier, les chômeurs ont été fortement affectés par la dégradation du moral.

- **ANALYSE SELON LE NIVEAU DE DIPLOME** (Graphique A6) : les quatre grands groupes de population définis par leur niveau de diplôme sont affectés de la même façon par la forte dégradation du moral en 2012. Le diplôme s'avère un facteur très discriminant, autant pour expliquer le niveau de satisfaction (plus on est diplômé, plus on est satisfait) que le niveau de modernisme (plus on est diplômé, plus on est moderniste). *In fine*, le diplôme permet de structurer des groupes aux opinions très différenciées : aux diplômés du supérieur situés dans le premier quadrant répondent, dans le quadrant diagonalement opposé, les non-diplômés qui peinent à se défaire de leur positions traditionalistes en matière de mœurs et qui, tout au long de la période analysée, se sont projetés à gauche, dans la zone d'insatisfaction.

- **ANALYSE SELON LE NIVEAU DE REVENU** (Graphique A7) : lorsqu'on s'intéresse aux seuls extrêmes (haut et bas de l'échelle des revenus), la tendance est, comme l'an dernier, à l'exacerbation des différences. En effet, la dégradation du moral est nettement plus perceptible pour les bas revenus (qui atteignent un degré d'insatisfaction inédit) que pour les titulaires de revenus mensuels supérieurs à 3.100 euros qui, malgré une légère translation vers la gauche, confirment leur enracinement à droite du plan. Pour ce qui les concerne, ils n'ont connu, sur la décennie écoulée, qu'un très bref séjour dans la zone d'insatisfaction, en 2009. Les bas revenus, en revanche, sont confinés depuis dix ans maintenant dans la zone de mécontentement, et l'amélioration attendue se fait cruellement attendre.

- **ANALYSE SELON L'AGE** (Graphique A8) : toutes les tranches d'âge évoluent vers la gauche du graphique, sous le coup de la dégradation généralisée du moral des Français. Pour certains, le choc est particulièrement rude : notamment les jeunes adultes (25-34 ans) qui se situaient l'an dernier en lisière de la zone de satisfaction ou les 35-49 ans, qui n'en étaient pas loin non plus. Les douze derniers mois ont été très difficiles pour eux : **les 34-49 ans sont, aujourd'hui, les plus insatisfaits** : l'an dernier, les 50-64 ans avaient ce triste privilège. Les plus jeunes et les plus âgés ont mieux résisté à la détérioration du moral des ménages. Seuls les moins de 25 ans se projettent à l'Est du plan, dans la zone dite de satisfaction.

- **ANALYSE SELON LE STATUT D'OCCUPATION DU LOGEMENT** (Graphique A9) : le statut d'occupation du logement génère des positionnements très différenciés dans l'espace des opinions. Alors que les locataires sont les champions de la morosité, propriétaires et accédants bénéficient d'un moral bien meilleur. Ce qui distingue les propriétaires des accédants, c'est leur niveau de modernisme : les accédants, sans doute plus jeunes, sont plus « ouverts » que les propriétaires[26]. Cette année, tous les points ont été déplacés vers la gauche du plan : propriétaires et accédants à la propriété ont, d'un mouvement partagé, quitté la zone de satisfaction.

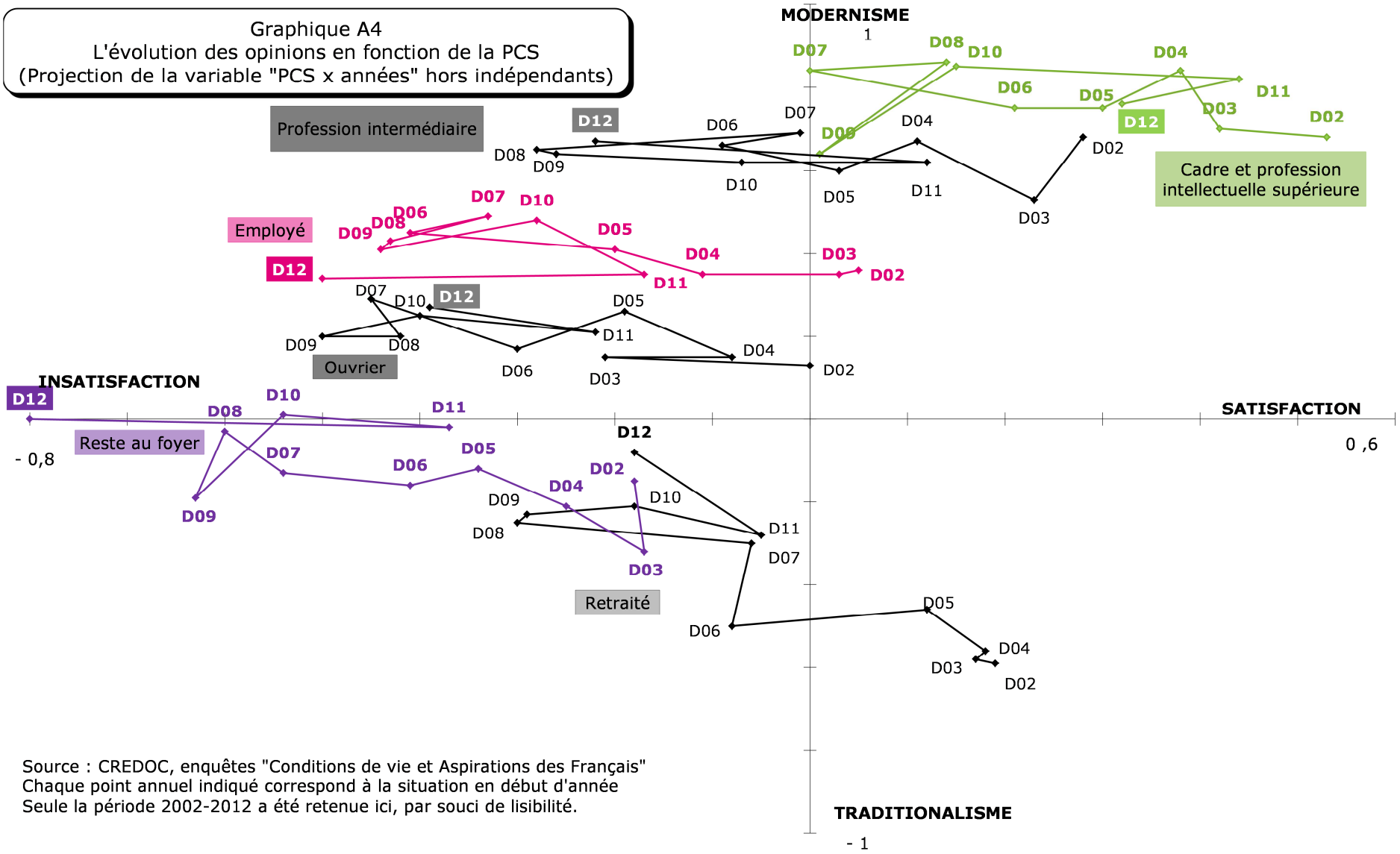
- **ANALYSE SELON LA TAILLE DE L'AGGLOMERATION DE RESIDENCE** (Graphique A10) : les trois groupes analysés (le rural, les villes de province de plus de 2.000 habitants, Paris et son agglomération) connaissent quasiment le même mouvement au cours de la dernière année : tous sont translatés vers la gauche du graphique, éloignant au passage les habitants de la capitale de la zone de satisfaction générale, dont ils semblaient si proches l'an dernier.

- **ANALYSE SELON L'EQUIPEMENT EN NOUVELLES TECHNOLOGIES** (Graphique A11) : internet et le téléphone mobile ont désormais conquis une large majorité de la population ; les écarts liés aux revenus ou au diplôme se sont largement résorbés et c'est l'écart dû à l'âge qui s'avère le plus difficile à combler[27]. La projection de ces variables dans l'espace des opinions illustre parfaitement cet effet de génération : les personnes non équipées se distinguent uniquement par un plus grand traditionalisme en matière de mœurs (c'est-à-dire par un âge avancé). En termes de satisfaction, qu'on soit équipé ou pas en TIC ne change rien à la situation : en 2012, tous se situent à la gauche du plan, dans la zone d'insatisfaction.

[26] Pour plus d'information sur le thème du logement, lire M. Babès, R. Bigot, S. Hoibian, *Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population*, Cahier de recherche n°281, CRÉDOC, décembre 2011, http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf

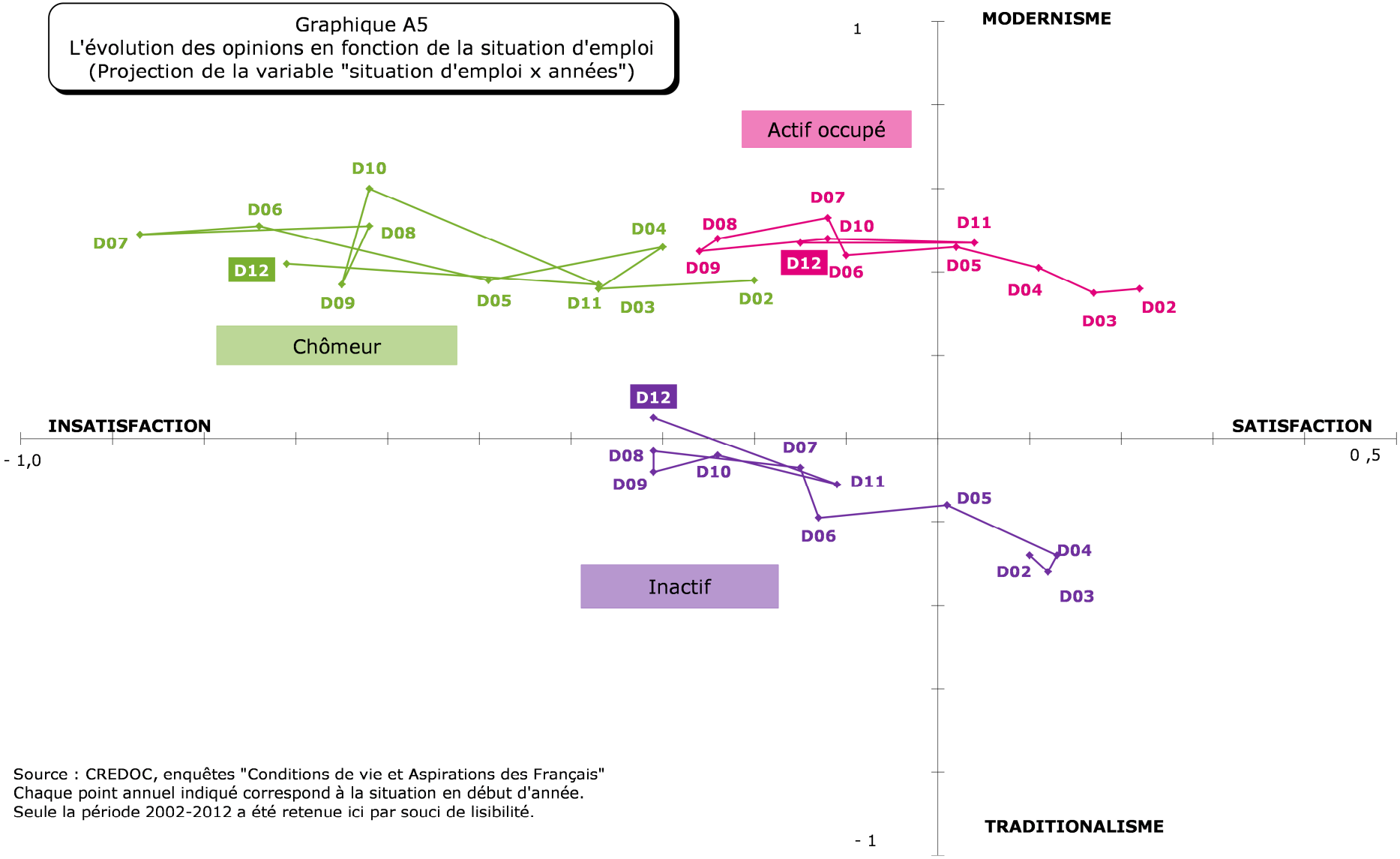
[27] Pour plus d'informations, se reporter au baromètre du CREDOC sur les nouvelles technologies pour l'ARCEP et le CGIET, notamment R. Bigot, P. Croutte, *La diffusion des technologies de l'information dans la société française (2010),* Collection des rapports n°269, CRÉDOC, décembre 2010, http://www.credoc.fr/pdf/Rapp/R269.pdf

Graphique A4
L'évolution des opinions en fonction de la PCS
(Projection de la variable "PCS x années" hors indépendants)



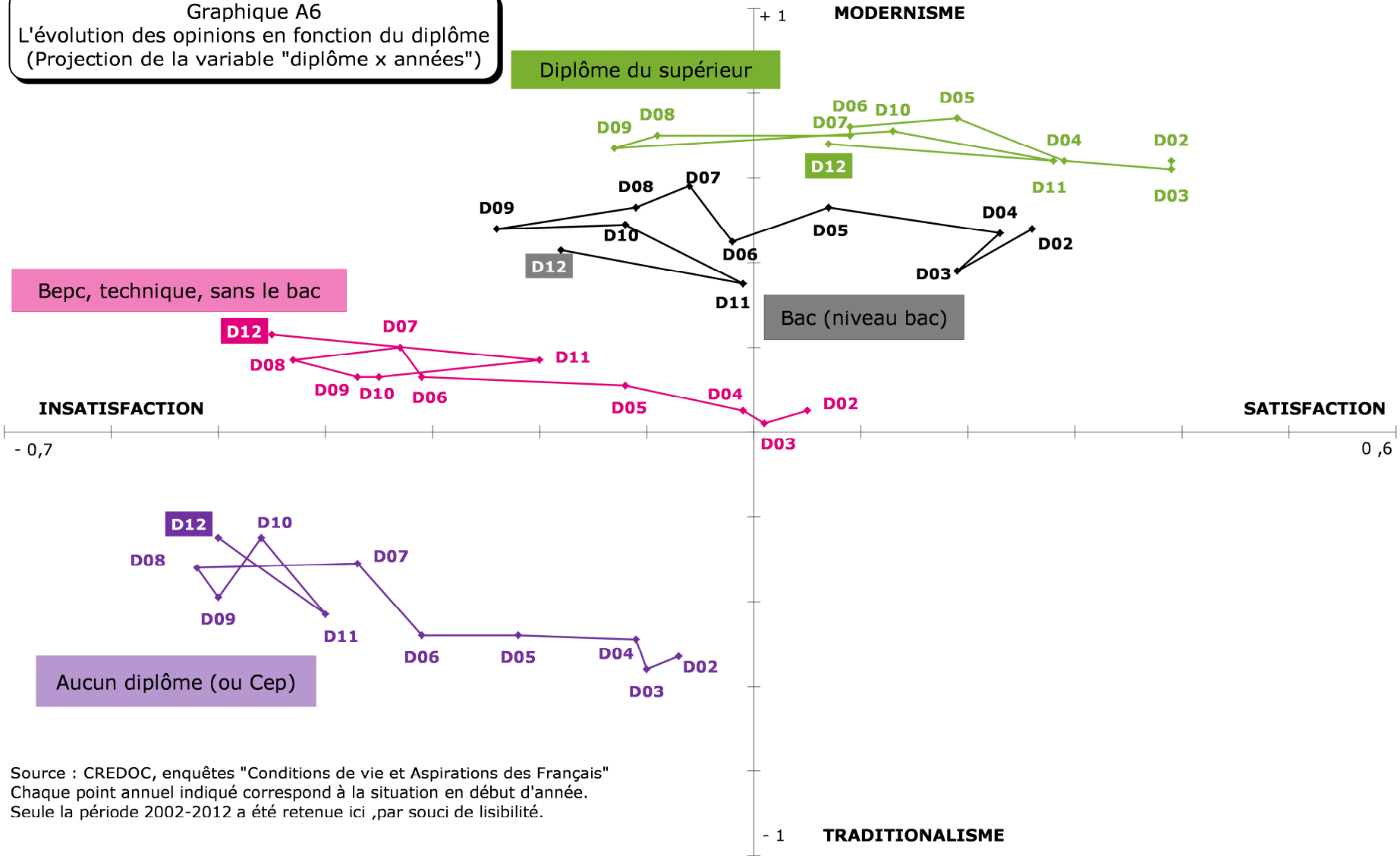
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année
Seule la période 2002-2012 a été retenue ici, par souci de lisibilité.

Graphique A5
L'évolution des opinions en fonction de la situation d'emploi
(Projection de la variable "situation d'emploi x années")



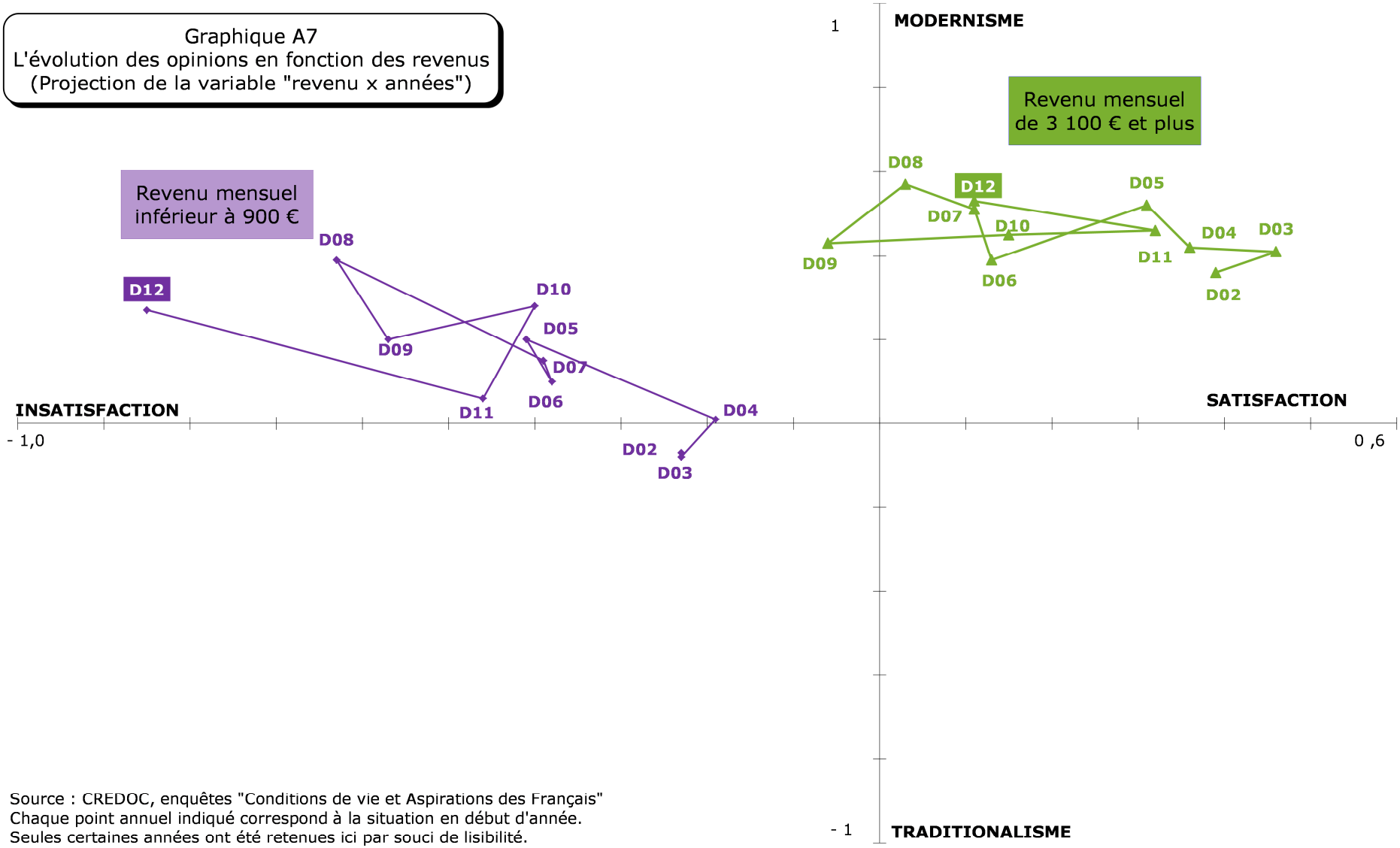
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2002-2012 a été retenue ici par souci de lisibilité.

Graphique A6
L'évolution des opinions en fonction du diplôme
(Projection de la variable "diplôme x années")



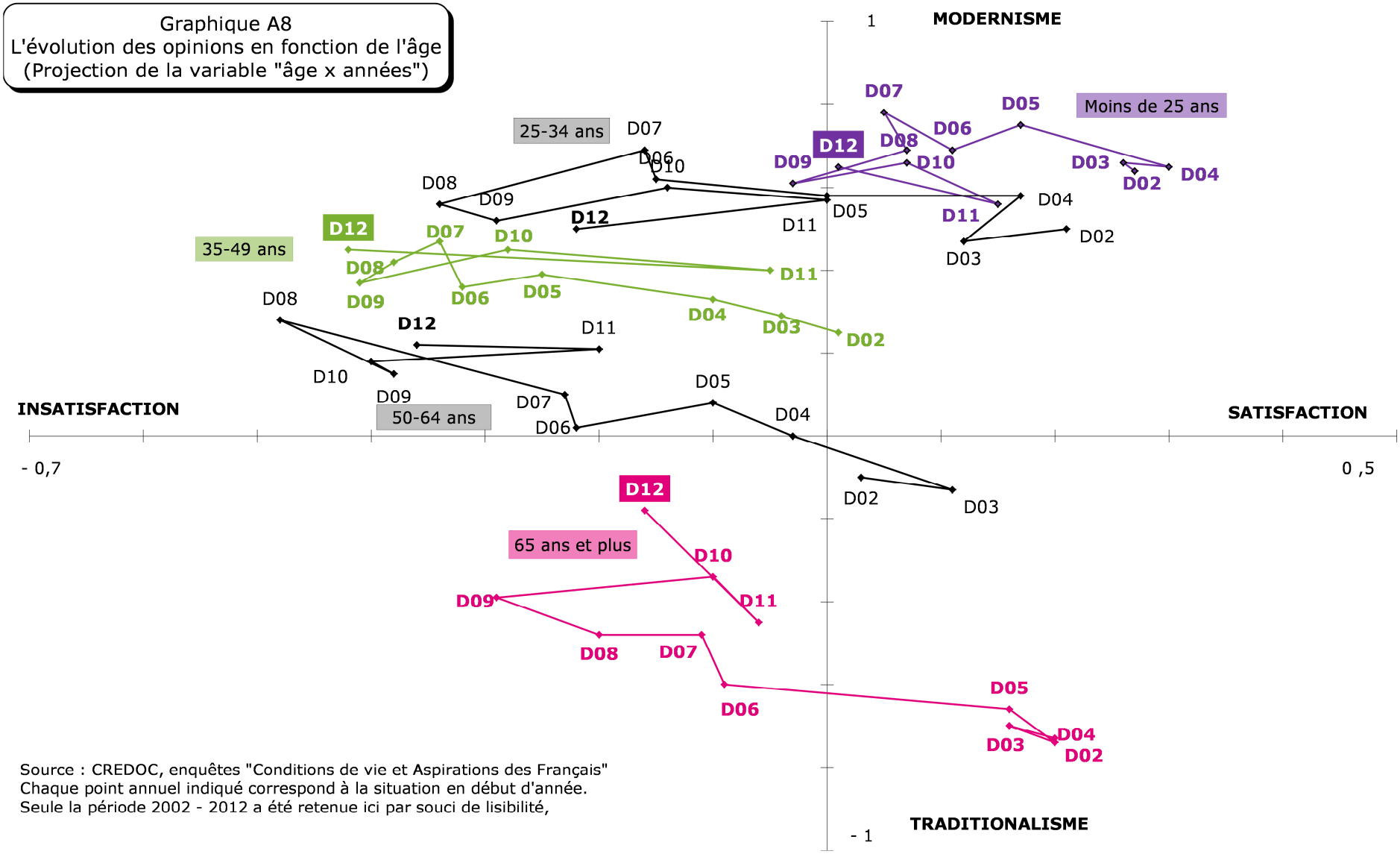
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2002-2012 a été retenue ici ,par souci de lisibilité.

Graphique A7
L'évolution des opinions en fonction des revenus
(Projection de la variable "revenu x années")



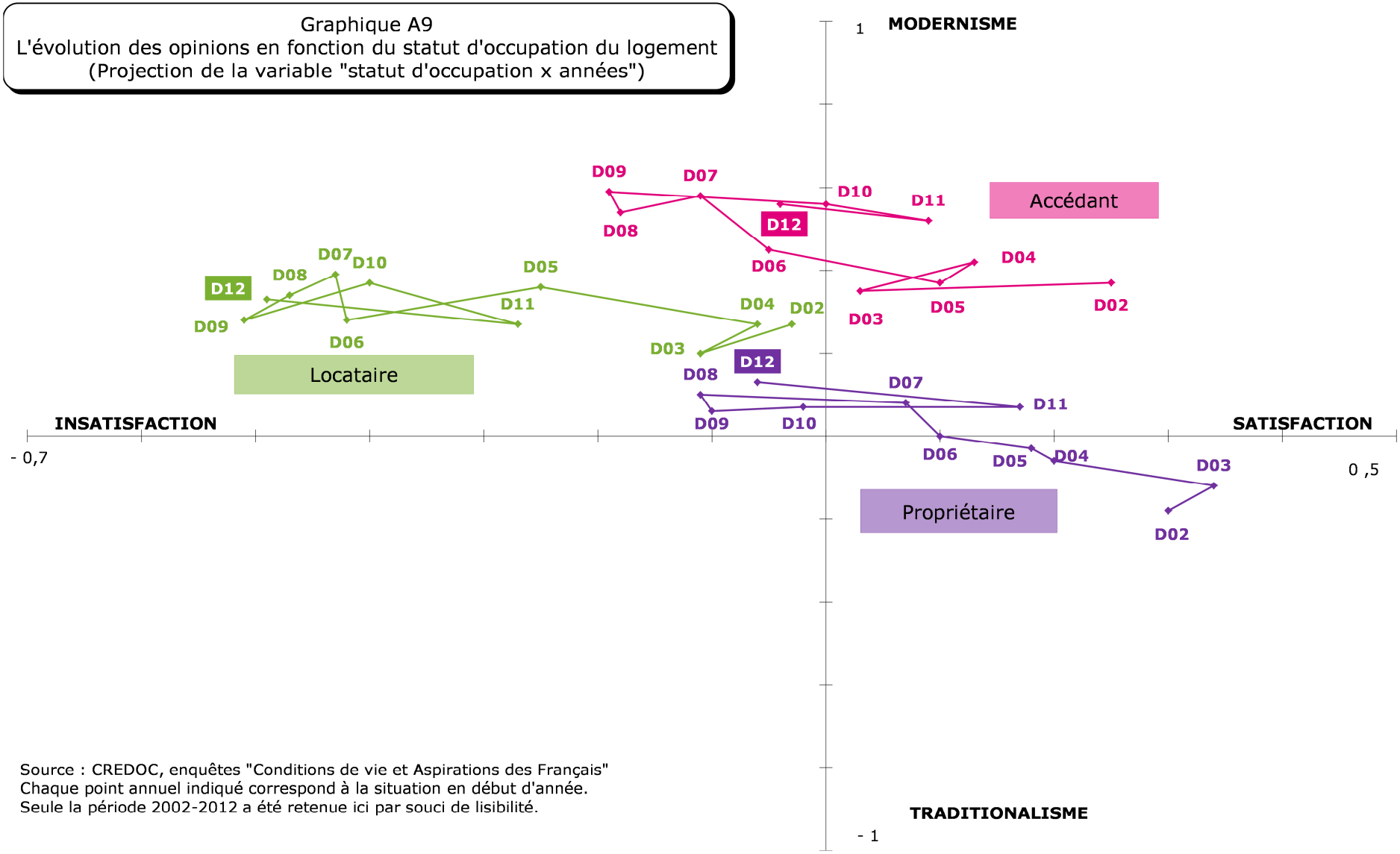
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seules certaines années ont été retenues ici par souci de lisibilité.

Graphique A8
L'évolution des opinions en fonction de l'âge
(Projection de la variable "âge x années")



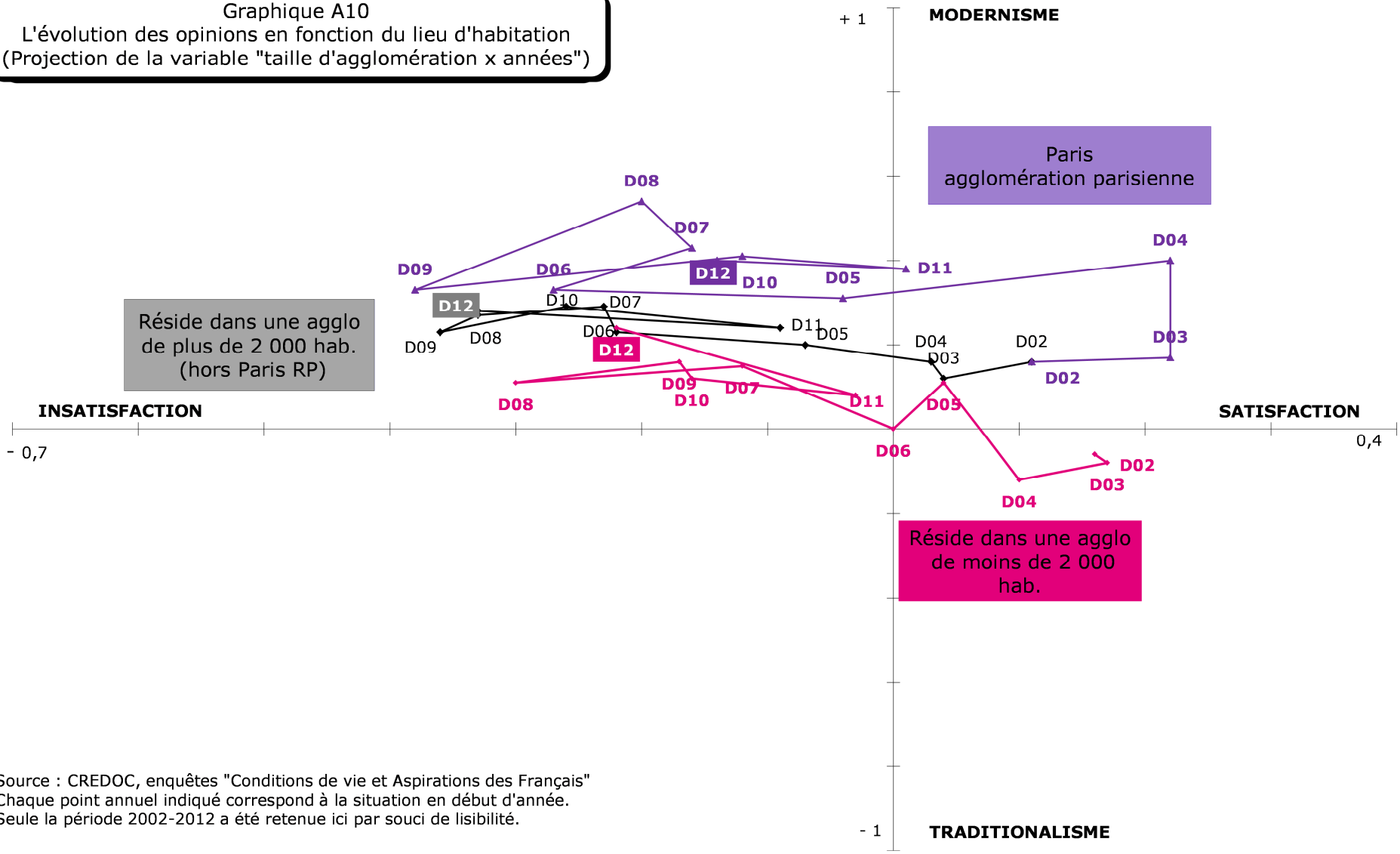
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2002 - 2012 a été retenue ici par souci de lisibilité,

Graphique A9
L'évolution des opinions en fonction du statut d'occupation du logement
(Projection de la variable "statut d'occupation x années")



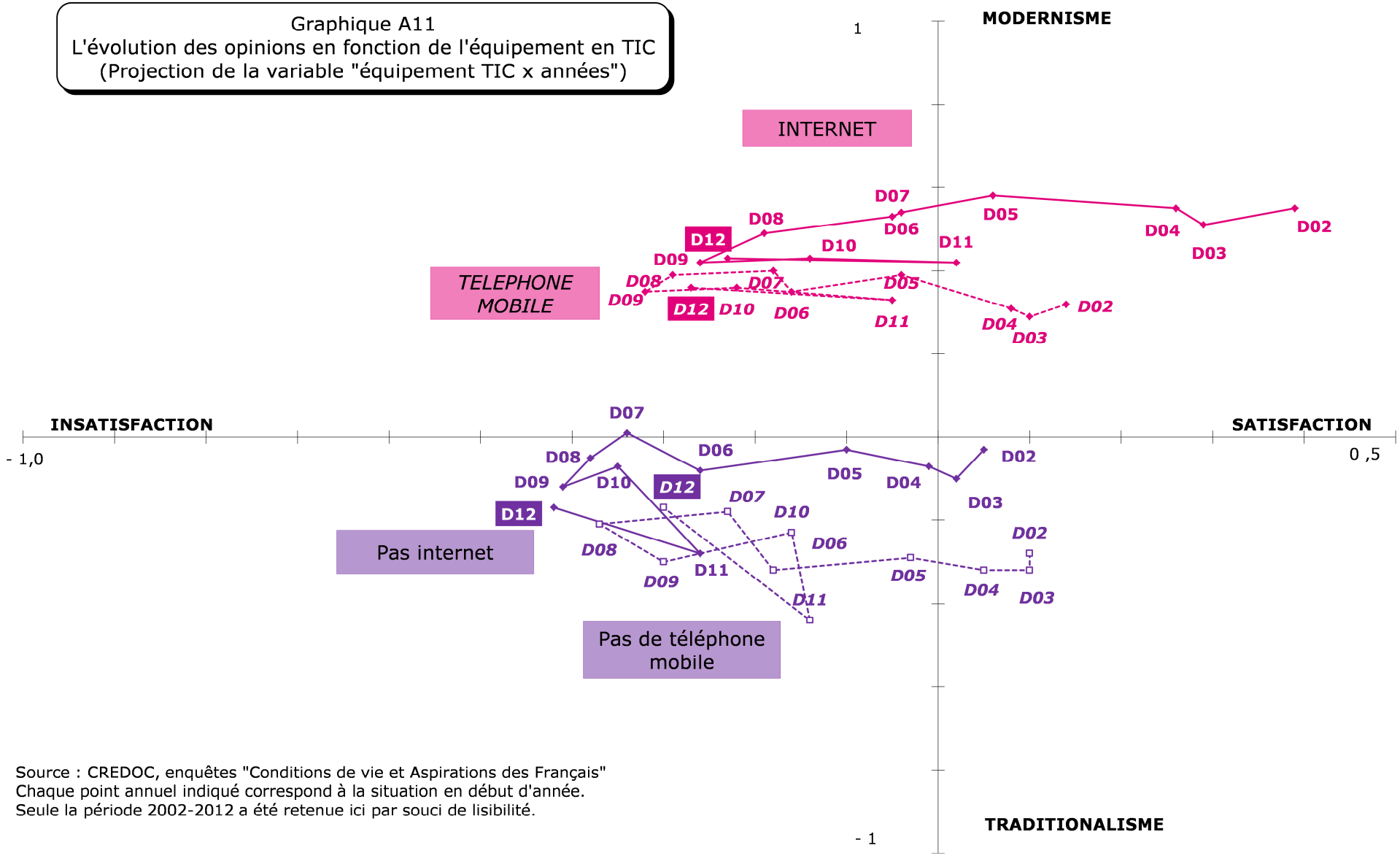
Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2002-2012 a été retenue ici par souci de lisibilité.

Graphique A10
L'évolution des opinions en fonction du lieu d'habitation
(Projection de la variable "taille d'agglomération x années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2002-2012 a été retenue ici par souci de lisibilité.

Graphique A11
L'évolution des opinions en fonction de l'équipement en TIC
(Projection de la variable "équipement TIC x années")



Source : CREDOC, enquêtes "Conditions de vie et Aspirations des Français"
Chaque point annuel indiqué correspond à la situation en début d'année.
Seule la période 2002-2012 a été retenue ici par souci de lisibilité.